

COLLECTIVITÉS LOCALES

M. Djerrad en visite d'inspection dans la wilaya de Tindouf

P. 3

ÉCONOMIE NATIONALE

M. Djerad : "l'Etat déterminé à soutenir l'industrie manufacturière"

P. 6

EDUCATION NATIONALE

Le planning des épreuves du BAC et du BEM dévoilé

P. 4

LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS

Reconduction du confinement partiel dans 29 wilayas, durcissement des mesures de protection

Le dispositif actuel de réaménagement du confinement à domicile, qui prévoit la levée de cette mesure prise dans le cadre de la lutte contre le coronavirus, pour 19 wilayas et

son instauration de 20h00 au lendemain 05h00 pour les 29 autres, a été reconduit jusqu'au 13 juillet prochain avec un durcissement des mesures de protection

contre la propagation de la pandémie, indique lundi un communiqué des services du Premier ministre.

Pp 8-24

APS



ENSEIGNEMENT

Djerad : «généralisation graduelle de la tablette électronique»

P. 17

DEUX MILITAIRES TOMBÉS EN MARTYRS À MÉDÉA

Le Porte-parole du gouvernement adresse ses condoléances aux familles

P. 24

BÂTIMENT-ASSURANCE

Plus de 2 milliards Da pour les congés exceptionnels des entreprises (Cacobatph)

P. 6

SANTÉ

PROTHÈSE DE HANCHE
Comment retrouver le maximum d'autonomie ?

Pp 12-13

F   TBALL

Zetchi : «Benzema est 100% Algérien»

P. 21



COMMISSION NATIONALE DE LA FATWA

Appel au respect des mesures de prévention contre le coronavirus

P. 8

PROTECTION CIVILE

Décès d'un agent suite à une opération d'extinction d'un incendie à Jijel

P. 2

PROTECTION CIVILE

Décès d'un agent suite à une opération d'extinction d'un incendie à Jijel



Un agent de la Protection civile est décédé suite à une opération d'extinction d'un incendie de déchets de bois à proximité de la zone industrielle de Bellara, dans la commune de El-Milia (Jijel), indique lundi un communiqué de la Direction générale de la Protection civile.

Il s'agit du caporal Radil Boulmelh, âgé de 43 ans, qui a subi un malaise sur le lieu de l'incendie, où des soins de première urgence lui ont été prodigués par ses collègues, avant d'être évacué vers l'hôpital local d'El-Milia où il est décédé, précise la même source.

Le défunt était chargé de la surveillance et de la protection d'un ensemble de groupes électrogènes, afin d'éviter la propagation de l'incendie à ce matériel.

Le regretté a rejoint la Protection civile en mai 2001, comme agent de ce corps au niveau de l'unité secondaire de Sidi-Maaroof.

ALGÉRIE MALI - NIGER - INDUSTRIE

Un mémorandum d'entente pour l'exportation de 20.000 tonnes de rond à béton vers le Mali et le Niger



Un mémorandum d'entente a été signé lundi entre la Société Algérienne Qatari Steel en partenariat avec le groupe Sider, filiale du groupe IMETAL et la Société Tamaga, permettant l'exportation de 20.000 tonnes de rond à béton vers le Mali et le Niger, a indiqué le groupe IMETAL dans un communiqué.

D'une durée d'une année renouvelable, ce mémorandum a été signé entre Algerian Qatari Steel (AQS) en partenariat avec le groupe Sider, filiale du Groupe IMETAL, et la société Tamaga (SARL), qui est une société de droit algérien, représentée par M.

Souakri Azzedine, en sa qualité de co-gérant, pour l'exportation par voie maritime via le port de Djendjen (Jijel) de 20.000 tonnes de rond à béton vers les ports du Sénégal et du Bénin, pour être acheminés par la suite respectivement vers le Mali et le Niger, a précisé la même source.

Cette signature vient en application des orientations du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour redynamiser l'économie nationale en dépit de la pandémie liée au Covid-19, a-t-on ajouté.

"Ce mémorandum non contraignant a pour objet d'étudier la faisabilité d'établir et de développer une éventuelle coopération économique bilatérale entre les deux parties, en vue de placer des commandes et de commercialiser les produits sidérurgiques", indique le communiqué.

"A travers la politique prônée par le P-dg du groupe Industriel IMETAL, M. Bouslama Tarik, qui tend à encourager l'opération d'exportation des produits sidérurgiques et métallurgiques pour la conquête de nouvelles parts de marché en Afrique, cette opération d'exportation aidera, sans doute à faire augmenter les réserves de change du pays", souligne encore la même source.

SOUK-AHRAS

Arrêté interdisant les fêtes, les cortèges nuptiaux et les cérémonies funèbres



Un arrêté interdisant l'organisation des fêtes et cortèges nuptiaux et autres cérémonies funèbres pour prévenir la propagation du Covid-19 a été promulgué lundi par le wali de Souk-Ahras Lounès Bouzegra, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Cette décision interdisant tout regroupement de fête ou de condoléances à travers tout le territoire de la wilaya s'inscrit dans le cadre des mesures préventives recommandées pour lutter contre la pandémie, a-t-on indiqué de même source.

Il s'agit-là d'une décision devant permettre d'imposer une ligne de conduite sanitaire favorisant la distanciation physique pour endiguer la propagation du coronavirus et préserver la santé publique, a ajouté la même source.

Le chef de l'exécutif local a réitéré son appel exhortant les citoyens à faire montre du sens de responsabilité en respectant les règles de sécurité et de prévention, comme la distanciation sociale, l'hygiène et le confinement.

Les ruelles et quartiers de Souk-Ahras connaissent un mouvement timide, les magasins et espaces commerciaux ne sont pas prisés, même les di flérents moyens de transport qui ont repris l'activité graduellement depuis le 16 juin dernier n'attirent pas grand monde, ce qui traduit l'engagement des citoyens à respecter les mesures de prévention.

Les chauffeurs de taxis et de bus de la wilaya de Souk-Ahras ont visiblement respectés les mesures de prévention recommandées pour endiguer la propagation du Covid-19 (port de masque de protection, nettoyage régulier du moyen de transport, aération naturelle et distanciation physique).

SANTÉ - CORONAVIRUS

Tissemsilt: 48 personnes guéries du coronavirus (DSP)



Pas moins de 48 personnes sont guéries de la Covid-19 ces dernières 48 heures dans la wilaya de Tissemsilt, a-t-on appris lundi auprès de la direction de la Santé et de la Population.

Les analyses effectuées sur ces personnes, âgées entre 30 et 90 ans, au niveau de l'annexe de l'Institut Pasteur d'Oran, se sont révélées négatives, leur permettant de quitter les services de confinement sanitaire des EPH de Tissemsilt et de Bordj Bounaama, a-t-on indiqué.

Le nombre de malades guéris du coronavirus a atteint, jusqu'à hier dimanche, 255 au niveau des EPH de Tissemsilt, Theniet El Had et Bordj Bounaama. Les patients rétablis ont suivi le protocole thérapeutique à base d'hydroxichloroquine, a-t-on fait savoir.

LOGEMENTS AADL

Le paiement des loyers des trois derniers mois étalé jusqu'à juin 2021



Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri, a adressé au Directeur général de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), une instruction à l'effet d'étaler le paiement des loyers des trois derniers mois sur une année, (jusqu'à juin 2021).

"En soutien aux souscripteurs de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) suite à la conjoncture difficile que nous avons connue du fait de la propagation de la pandémie Covid-19, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri a instruit le DG de l'AADL de permettre à l'ensemble des souscripteurs d'étaler le paiement des arrières de loyer des mois de mars, avril et mai sur toute une année", lit-on dans un communiqué publié sur le compte officiel Facebook du ministère.

Cette mesure vient en aide aux souscripteurs AADL en leur facilitant le paiement étalé sur une année de leurs redevances mensuelles et charges dues pour les trois mois en question, souligne la même source qui précise que le paiement de ces loyers n'inclura pas de pénalités de retard.

En application des directives du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, la filiale de gestion immobilière relevant de l'AADL (GEST-IMMO) a annoncé dans un communiqué, que les locataires peuvent, dès le mois en cours, procéder au paiement des factures de loyer mensuel du mois de juin avec 25% des arrières du loyer de mars, déferé en raison de la situation sanitaire.

L'AADL a précisé que l'opération se poursuivra ainsi jusqu'au paiement du reste des factures en juin 2021 sans calcul des pénalités de retard.

A cet effet, GEST-IMMO invite les locataires AADL à se rapprocher des services concernés.

A ce titre, l'AADL affirme faire preuve de compréhension à l'égard des souscripteurs, au vu de la conjoncture actuelle, notamment à l'approche de l'Aïd El Adha.

ENERGIE - GAZ

Réception provisoire du projet Touat (Sonatrach)



La compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach a annoncé lundi la signature de la réception provisoire du projet gazier Touat, "un jalon majeur" pour les partenaires de Sonatrach à savoir Neptune Energy et le maître d'œuvre "Tecnica Reunidas".

Ce projet, situé dans la wilaya d'Adrar, consiste à "la réalisation du forage de 18 puits producteurs de gaz, la construction d'une usine de traitement de gaz d'une capacité de traitement de 14,3 millions m³/jour, d'un réseau de collecte et d'expédition du gaz de vente vers le GR5, ainsi que de routes et d'une base de vie", a précisé un communiqué de la compagnie publique.

Selon la même source, "cette dernière étape, marque la prise en main des opérations par Sonatrach et son partenaire Neptune Energy pour l'exploitation de cette usine de traitement de gaz", a-t-on ajouté.

Le Groupement Touat gaz qui opère au nom des deux partenaires Sonatrach et Neptune Energy a mené à bout la réalisation de cet important ouvrage qui a commencé à exporter du gaz de vente en septembre 2019.

Cet ouvrage produit actuellement 12,8 millions m³/jour de gaz de vente, soit 4,5 milliards de m³/an et 1.800 barils/jour de condensat stabilisé, précise encore la même source.

GOUVERNEMENT-COLLECTIVITÉS

M. Djerrad en visite d'inspection dans la wilaya de Tindouf

Le premier ministre, Abdelaziz Djerrad a entamé mardi une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Tindouf où il doit s'enquérir de plusieurs projets socioéconomiques inscrits dans le programme de développement de cette wilaya du sud ouest du pays.

Accompagné d'une délégation ministérielle, M. Djerrad, a entamé sa visite par l'inspection du projet de réalisation d'un pôle culturel et culturel à la cité Tindouf Lotfi où il visitera également un autre projet portant réalisation d'une plate forme logistique frigorifique d'une capacité de 5000m³.

A environ 3 kilomètres du chef lieu de la wilaya, le premier ministre doit inspecter le projet portant réalisation d'un complexe hydraulique devant alimenter la zone d'ombre "Cité El Hikma" où il va assister à la remise de camions citernes au profit des communes destinés au renforcement de la distribution de l'eau dans les zones d'ombre. Dans le secteur de l'habitat, M. Djerrad visitera le pôle urbain de 1402 logements où il va s'enquérir du programme logement de la wilaya. Il est prévu lors de



cette visite, une distribution de logements de type logement public locatif (LPL), lots de terrain et aides à l'habitat.

Le Premier ministre va également inspecter le projet de réalisation d'un lycée au chef lieu de la wilaya. Dans le secteur agricole, M. Djerrad visitera notamment une exploitation agricole spécialisée dans la plantation de l'arganier où il assistera à la présentation du programme de renforcement de l'alimentation en énergie électrique des exploitations agricoles dans le cadre du développement de l'agriculture saharienne. Concernant le secteur de la santé, le chef de l'Exécutif devra s'enquérir du dispositif sanitaire (Covid-19) mis en place au niveau du poste 40 à 13 km du chef lieu de la wilaya. Il visitera également l'hôpital mixte de Tindouf "Service Covid-19".

Djerad : «tous les moyens disponibles pour la prise en charge des zones d'ombre à travers le pays»

Tous les moyens sont disponibles pour la prise en charge des zones d'ombre à travers le pays, a assuré, mardi à Tindouf, le Premier ministre, Abdelaziz Djerrad. Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite à cette wilaya frontalière, M. Djerad a indiqué que "tous les moyens sont disponibles pour la prise en charge des zones d'ombre à travers le pays". "Nous devons être conscients que les populations dans les zones d'ombre vivent dans des conditions difficiles, en l'absence des routes et des moyens de transport et autres. Il est de notre devoir, conformément aux consignes du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de les prendre en charge", a-t-il précisé. Soulignant la nécessité de "contenir ces zones pour les placer parmi les priorités", le Premier ministre a fait état d'un

suivi, en coordination avec le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, de l'état d'avancement de la prise en charge des zones d'ombre à travers le territoire national. Dans le même cadre, M. Djerad a mis l'accent sur l'impératif de venir à bout définitivement du phénomène des zones d'ombre "dans les meilleurs délais". "Le citoyen doit sentir que l'Etat lui appartient. Ces zones vont changer pour devenir des zones de lumières", a-t-il soutenu. Il a, en outre, appelé les responsables locaux, en particulier les walis, à donner la priorité aux zones nécessitant le développement. "Nous attendons beaucoup des responsables, notamment des walis, en vue de prendre en charge les zones d'ombre", a-t-il indiqué. Le Premier ministre a suivi un exposé sur les zones

d'ombre au niveau de la wilaya de Tindouf, pour lesquelles 48 opérations de développement ont été inscrites au profit de différents secteurs dont 25 ont été financées et 60% destinées au secteur des Ressources en eau. Le Premier ministre poursuivra sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Tindouf par l'inspection de plusieurs projets de développement relevant de plusieurs secteurs. Il est accompagné d'une délégation ministérielle composée des ministres de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beljoud, de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri, de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hamdane, de l'Éducation nationale, Mohamed Oudjaout et des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi.

M. Djerad insiste sur la réception du projet de pompage d'eau potable dans les plus brefs délais

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerrad a insisté, mardi à partir de la wilaya de Tindouf, sur l'impératif du parachèvement du projet du complexe de pompage d'eau potable et de sa réception dans les plus brefs délais. Lors de l'inspection du projet du complexe de pompage d'eau potable dans les cités "El Wiam" et "El Wifak", dans le cadre de la visite de travail qu'il effectue dans cette wilaya frontalière, M. Djerad a affirmé l'importance d'accélérer le rythme de réalisation des travaux pour parachever le projet, en prévision de sa réception dans les plus brefs délais.

L'autorisation de programme pour la réalisation de ce projet s'élève à 760 millions de dinars, dans un délai de 24 mois, au cours desquels il sera procédé à

la réalisation de deux réservoirs d'une capacité de 10.000 m³ chacun, d'une station de pompage et d'un réseau de distribution d'une longueur de 4,9 km et d'un diamètre de 400 mm, selon la fiche technique du projet. Le Premier ministre poursuivra sa visite de travail dans la wilaya de Tindouf par l'inspection de projets de développement dans plusieurs secteurs. Il est accompagné lors de cette visite par une délégation ministérielle comprenant les ministres de l'Intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire, de l'Habitat, de l'urbanisme et de la ville, de l'Agriculture et du développement rural, de l'Éducation nationale et des Affaires religieuses et des wakfs.

"L'importance de tenir compte de l'aspect esthétique dans la réalisation des logements"

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerrad a donné, mardi au cours de sa visite de travail dans la wilaya de Tindouf, de fermes instructions quant à l'impératif de tenir compte de l'aspect esthétique et du cachet architectural dans la réalisation des agglomérations dans la région.

En visitant le projet de réalisation du pôle urbain 1402 logements, le Premier ministre a écouté un exposé sur le programme de logement de la wilaya et donné de fermes instructions aux responsables du secteur pour consulter des sociologues, voire des psychologues, avant la réalisation des agglomérations, en vue d'étudier les aspects psychosociologiques adaptés aux exigences de la population de la région, insistant sur l'importance d'effectuer des études préliminaires et d'utiliser des matériaux de construction locaux.

Aussi, il a souligné la nécessité de garantir toutes les structures sociales répondant aux exigences du citoyen, insistant sur l'aspect social et la nature de la région. Concernant le choix des entrepreneurs, M. Djerad a exigé de confier les projets aux sociétés disposant des moyens matériels et humains suffisants, afin d'éviter les problèmes de retard dans la réalisation des projets ou l'annulation des marchés.

Le Premier ministre a déclaré, dans ce sens, que "la bureaucratie et le manque de transparence sont les véritables en-

nemis en matière de réalisation de projets", ajoutant que "dans le cadre de l'édification de l'Algérie nouvelle, il est impératif de changer toutes les anciennes méthodes de réalisation, en vue de répondre aux revendications des citoyens".

Il a rappelé, à cet effet, le communiqué du dernier Conseil des ministres dans lequel le président de la République avait donné des instructions pour la lutte contre la bureaucratie, en appelant les responsables à faire preuve d'un fort esprit de nationalisme. M. Djerad a donné des consignes pour l'accélération de la cadence de réalisation des projets de logements, outre leur suivi permanent et continu dans le souci de répondre aux exigences des citoyens, soulignant la nécessité de tracer un plan d'action basé sur la coordination et l'accompagnement dans la réalisation de ce type de projets.

Concernant l'aménagement du territoire, le Premier ministre a insisté sur l'importance de réaliser des projets de logements, en assurant les différentes structures vitales dont les hôpitaux, les espaces verts, les services de la protection civile et les établissements éducatifs, plaidant, en outre, pour le respect de l'esthétisme culturel et architectural de la région, en aménageant des espaces symbolisant la ville du Sud, d'autant que l'Algérie dispose de "capacités matérielles et humaines" dans le domaine de l'intelligence architecturale".

Le Premier ministre inspecte le projet du centre culturel et religieux à la cité Tindouf Lotfi

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerrad, a inspecté, mardi, le centre culturel et religieux à la cité Tindouf Lotfi, dans le cadre de sa visite de travail et d'inspection à la wilaya de Tindouf, accompagné d'une délégation ministérielle.

Le projet du centre culturel et religieux de la ville de Tindouf Lotfi "est une réalisation et un grand monument dont la wilaya a grand besoin, étant une ville enracinée dans notre

religion", a déclaré M. Djerad, ajoutant qu'"il veillera à suivre ce projet important jusqu'à son parachèvement".

Il a salué, à cette occasion, toutes les personnes participant à la réalisation de ce monument ainsi que "tous ceux qui veulent du bien à l'Algérie et qui participent à son édification".

Selon les explications fournies au Premier ministre, les travaux du centre culturel et

religieux avaient débuté en 2005 avant d'être suspendus puis repris en janvier 2017. Une enveloppe de plus de 495 millions Da avait été allouée à ce projet.

Le Premier ministre poursuivra sa visite à Tindouf par l'inspection de la station de pompage d'eau potable à la cité El Hikma, d'un programme de logement social locatif et d'un lycée, outre une plantation d'arganier à Oued Mya.

M. Djerad s'enquerra, à cette occasion, des conditions de la prise en charge des patients atteints de la Covid-19, avant de remettre, à titre symbolique, les clés des logements sociaux et les aides et subventions de l'Etat inhérentes à la construction de logements ruraux.

Le Premier ministre achèvera sa visite par une intervention sur les ondes de la radio locale de Tindouf. M. Djerad est accompagné, lors de cette

visite, d'une délégation ministérielle comprenant les ministres de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beljoud, de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri, de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hamdane, de l'Éducation Nationale, Mohamed Oudjaout et des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi.

APS

RÉVISION DE LA CONSTITUTION Le CNDH soumet ses propositions

Le Conseil national des Droits de l'Homme (CNDH) a soumis lundi ses propositions concernant la mouture du projet d'amendement constitutionnel aux services de la Présidence de la République, a indiqué un communiqué du Conseil.

Le CNDH a fait savoir, dans ce cadre, avoir proposé "la révision de 10 alinéas du préambule de la Constitution, par des ajouts, des suppressions ou des reformulations, outre l'amendement de 81 à travers des reformulations ou des ajouts".

Il est question également de la "suppression de (10) autres articles et l'ajout de (4) nouveaux articles", selon le communiqué du CNDH. Parmi les principales propositions formulées dans ce sens est de "déclarer expressément dans le préambule de la Constitution que la déclaration du 1er Novembre 1954 est l'éternelle source des dispositions de la Constitution algérienne qui définit les principes et les fondements sur lesquels reposent les systèmes politique et constitutionnel en Algérie", a ajouté le communiqué. Le conseil a proposé aussi l'amendement de nombre de dispositions contenues dans le premier chapitre du deuxième titre de l'avant-projet de la mouture relatives aux droits et libertés fondamentaux, à travers l'ajout, la reformulation ou la suppression, en vue de mettre en place un véritable système de droits de l'Homme dans le cadre de la Constitution".

Le CNDH propose, par ailleurs, "le renforcement du principe de séparation et d'équilibre des pouvoirs de sorte qu'aucun pouvoir ne prévale sur un autre, en dotant les pouvoirs législatif et exécutif de moyens d'influence et de pres-



sions mutuels pour en faire deux pouvoirs forts et en dotant le pouvoir judiciaire de tous les outils garantissant son indépendance vis-à-vis des pouvoirs exécutif et législatif". Et ce, ajoute le CNDH, "en faisant du Conseil supérieur de la magistrature un organe de base en vue de consacrer la véritable indépendance de la magistrature et du magistrat, conformément aux normes internationales et régionales en la matière".

Le CNDH suggère en outre "le renforcement de la justice constitutionnelle en dotant la Cour constitutionnelle des moyens lui permettant de faire en sorte que

les pouvoirs publics s'acquittent de leur rôle dans le cadre du strict respect des dispositions constitutionnelles, ainsi que des moyens lui permettant d'avoir un rôle de protecteur des droits de l'homme et des libertés fondamentales".

Il préconise aussi de "conférer aux organes de contrôle et consultatifs prévus dans la Constitution des pouvoirs supplémentaires afin de leur permettre d'assumer pleinement le rôle consultatif et de contrôle dont ils sont investis, donnant ainsi les moyens aux pouvoirs législatif et exécutif de s'acquitter au mieux de leur rôle constitutionnel".

EDUCATION NATIONALE Le ministère dévoile le planning des épreuves du BAC et du BEM

Le ministère de l'Éducation nationale a dévoilé lundi le planning des examens du baccalauréat et du Brevet d'enseignement moyen (BEM) pour la session 2020.

Les épreuves du BAC se dérouleront du 13 au 17 septembre et débiteront avec la matière langue et littérature arabe pour toutes les branches, la période de l'après-midi du même jour sera réservée aux sciences islamiques et au Droit pour la filière gestion et économie", a indiqué le ministère sur sa page Facebook.

Pour le deuxième jour du BAC, la période du matin sera consacrée aux mathématiques, toutes branches confondues alors que l'après-midi sera réservé à la langue anglaise. Les candidats relevant des filières Mathématiques et Sciences expérimentales passeront durant le troisième jour l'examen des Sciences de la nature et de la vie. De leur côté, les candidats des filières Lettres et philosophie et Langues étrangères, passeront le matin du troisième jour l'épreuve de philosophie. Le même jour sera consacré à la technologie pour la branche math technique et à la gestion financière et comptable pour la Gestion et Économie. L'après midi du troisième jour sera réservé à la langue française pour toutes les filières.

Le quatrième jour des épreuves du Baccalauréat, mercredi 16 septembre, sera réservé dans la matinée à l'examen d'histoire et géographie pour toutes les branches et l'après-midi à l'épreuve de Tamazight.

Le matin du cinquième et dernier jour sera consacré à la troisième langue étrangère pour la branche des Langues étrangères (espagnol, italien ou allemand). Dans l'après-midi, les élèves de la filière gestion et économie auront à passer l'épreuve économie et management.

Les candidats des filières sciences expérimentales, mathématiques et techniques-mathématiques passeront l'épreuve de philosophie dans la matinée, alors que ceux des filières scientifiques, mathématiques et techniques devront passer cette épreuve dans l'après-midi. Les épreuves du Brevet de l'enseignement moyen (BEM) session 2020 seront organisées du 7 au 9 septembre.

Les épreuves débiteront le matin du premier jour par la langue arabe et les sciences physiques et technologiques, l'éducation islamique et l'éducation civile sont prévues pour l'après-midi. Les épreuves de mathématiques et de langue anglaise sont prévues pour le deuxième jour matin, alors que celle d'histoire géographique est programmée pour l'après-midi. La matinée du dernier jour sera consacrée à l'épreuve de Français et aux sciences de la nature et de la vie, et l'après-midi à Tamazight.

PARLEMENT/HISTOIRE Zitouni : «le projet de loi instituant le 8 mai journée nationale de la mémoire vise à ancrer la mémoire nationale chez les nouvelles générations»

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Tayeb Zitouni a indiqué lundi à Alger que l'institution du 8 mai journée nationale de la mémoire visait à ancrer la mémoire nationale chez les nouvelles générations.

Répondant aux préoccupations des sénateurs, lors d'une séance plénière présidée par le président par intérim du Conseil de la nation, Salah Goudjil, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Bessma Azouar, M. Zitouni a précisé que ce projet de loi "vise à ancrer la date du 8 mai 1945 dans la mémoire de la nation et chez les nouvelles générations afin d'honorer les victimes des massacres perpétrés par le colonialisme français et d'exalter la bravoure dont ils ont fait montre pour arracher la liberté et l'indépendance".

Mettant en avant les efforts déployés en ce sens par son département, le ministre a insisté sur l'importance de "donner à l'histoire de l'Algérie à l'époque coloniale la place qui lui revient dans la mémoire de la nation". Il a également jugé impératif d'aborder toutes les étapes de l'histoire, car, a-t-il dit, "c'est cette histoire qui doit rassembler et unir les Algériens autour d'un destin commun".

M. Zitouni a fait savoir, dans ce cadre, que cinq (5) projets de loi avaient été déposés au niveau du secrétariat général pour la consécration des étapes phares de l'histoire de l'Algérie, telles que les événements du 17 octobre, les manifestations du 11 décembre, le 19 mars et les événements d'Ouargla.

La consécration de ces événements,



à l'instar de l'institution du 8 mai journée nationale de la mémoire, s'inscrivent dans la préparation du projet de criminalisation du colonialisme, a-t-il dit. Et d'ajouter que le ministère des Moudjahidine œuvrait également à la glorification de nombre de héros algériens tels Si M'Hamed Bougara, Si El-Haouès et Zighoud Youcef par la production de films sur leur vie et leur parcours révolutionnaire. Il a, à ce propos, rappelé que son département avait jusqu'à présent produit 11 longs métrages et 40 films documentaires sur la guerre de libération nationale et les hauts faits des moudjahidine et des martyrs, faisant état du tournage de documentaires dans toutes les wilayas du pays sur l'histoire de l'Algérie de 1830 à l'indépendance.

Au sujet des crimes de la France coloniale, le ministre a confié que son département "continue le recensement des crimes, lancé depuis deux ans et inachevé compte tenu de l'ampleur et le nombre important de ces crimes".

C'est pourquoi, a-t-il soutenu, l'élaboration d'un projet de loi portant criminalisation du colonialisme "est inévitable et doit être à la hauteur des sacrifices des chouhadas". "Il ne suffit pas d'exiger uniquement la reconnaissance des faits, mais également l'indemnisation des dégâts commis par le colonialisme à l'encontre des Algériens quitte à recourir à une instance internationale, d'autant que la criminalisation du colonialisme est devenue une revendication populaire", a précisé M. Zitouni.

A une préoccupation soulevée au sujet de l'indemnisation des victimes des essais nucléaires dans le désert algérien, le ministre a fait état d'un avant-projet actuellement au niveau du Secrétariat général du Gouvernement (SGG), affirmant que l'Algérie "n'aura de cesse de revendiquer la restitution de ses archives nationales qui se trouvent en France". Revenant, par ailleurs, sur le programme d'action du ministère des Moudjahidine visant la sauvegarde de la mémoire nationale et la transmission du Message aux générations montantes, M. Zitouni a relevé l'existence de 43 musées sur le territoire national, indiquant que le Musée du Moudjahidine situé au Sanctuaire du Martyr accueille annuellement plus de 600.000 visiteurs même si l'accès n'est pas gratuit.

Et d'ajouter, les services compétents recensent jusqu'à présent 30.000 heures de témoignages sur la glorieuse guerre de libération. Dans le même contexte, il a annoncé que la chaîne télévisée spéciale devant diffuser des films, des images et des témoignages vivants, dont la création a été décidée par le président de la République, "verra bientôt le jour". De son côté, M. Goudjil a affiché la disposition du Conseil de la Nation à consacrer la mémoire collective de l'Algérie à travers l'organisation de conférences et de rencontres qui verront la participation des acteurs et des fêrus de l'Histoire de la Révolution parmi les universitaires, historiens, moudjahidine et étudiants.

LOGEMENT

Wali d'Alger : lancement des projets de réalisation des LPA avant fin 2020

Le Wali d'Alger, Youcef Cherfa, a annoncé lundi, le lancement, avant fin 2020, des projets de réalisation des Logements Promotionnels Aidés (LPA), avec un quota global de plus de 10.000 unités.

Lors de sa participation aux travaux de la session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) consacrée à l'adoption du budget supplémentaire à l'exercice 2020, M. Cherfa a fait savoir que ses services s'attelaient "au lancement, fin 2020, de la réalisation des projets LPA dans le cadre d'un quota global estimé à 10.203 unités dont les sites ont été identifiés et choisis".

Dans le cadre de la poursuite du programme d'éradication des logements précaires, de relogement et de distribution des logements sociaux, le wali a souligné que cette année verra également "le retour au programme de distribution des logements sociaux à travers les programmes en cours". Il a rappelé, dans ce sens, qu'un total de 461 bidonvilles avaient été éliminés et plus de 53.000 familles relogées au titre des programmes de relogement.

S'agissant de la restauration et de la préservation du cadre des anciennes bâtisses, le même responsable a fait savoir qu'une réflexion était en cours pour "l'élargissement des opérations de restauration des immeubles afin de créer un équilibre à travers toutes les régions de la wilaya d'Alger notamment à Alger Est, à commencer par les communes de Belouizdad (rue Hassiba Ben Bouali) et Hussein Dey (rue Tripoli), sachant que



cette opération avait concerné le centre et l'ouest de la capitale, à l'instar des communes d'Alger centre, Sidi M'hamed et Bab El Oued", ajoutant qu'elle devra se poursuivre pour toucher tous les quartiers restants".

Concernant la cité antique (la Casbah), le wali a dit qu'"elle se trouve dans état déplorable qui nécessite une intervention pour la révision des textes en vue de protéger ses habitants et de préserver ce patrimoine culturel classé", ajoutant que "des décisions fermes doivent être prises à cet effet". Soulignant, par ailleurs, que la concrétisation du programme de logement dans la capitale était tributaire de la mise en œuvre du plan stratégique pour le dévelop-

pement et la modernisation de la capitale à l'horizon 2035, le responsable a estimé que l'accompagnement des différents départements sectoriels et des collectivités locales était indispensable en la matière, d'autant que le plan d'actions de la wilaya, a-t-il dit, est axé sur des actions d'urgence à court et moyen termes. Les grands projets en cours dans la capitale doivent être achevés, a-t-il insisté, citant en particulier les stades de Baraki (sud) et de Douera (ouest), les pôles universitaires (20.000 places pédagogiques et 11.000 lits à Sidi Abdallah et 8.000 places pédagogiques à Bouzaréah) et la gare routière dans la commune de Bir Mourad Rais, outre l'aménagement de la façade maritime.

WILAYA D'ALGER

Une rallonge budgétaire de plus de 175 milliards Da allouée au titre de l'exercice 2020

La wilaya d'Alger a bénéficié, au titre de l'exercice 2020, d'une rallonge budgétaire de plus de 175 milliards Da, dont 73% alloués au chapitre équipement et investissement, soit plus de 129 milliard Da, a-t-on révélé, lundi, lors de la session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) d'Alger.

Les membres de l'APW d'Alger ont adopté, lors des travaux de cette session ordinaire, la rallonge budgétaire pour l'exercice 2020 avec un montant total de revenu de 175.834.794.465,48 Da, dont 73% du budget sera alloué au chapitre équipement et investissement, soit plus de 129 milliard Da, tandis que 27% sera alloué au chapitre fonctionnement, soit plus de 46 milliard Da, lit-on dans le rapport de la commission des finances. A cette occasion, le P/APW Karim Bennour a indiqué que "la santé financière de la wilaya d'Alger lui permet de trouver des solutions et de soutenir les projets de développement au niveau de la capitale mais aussi ailleurs", mettant en exergue le programme de dévelop-

pement destiné aux zones d'ombre à Alger et les efforts consentis en vue d'améliorer les façades urbaines de certains quartiers, routes et places publiques.

La rallonge budgétaire 2020 a permis d'inscrire et soutenir de nombreux projets, à savoir le programme de développement des zones d'ombre, l'étude et le suivi des travaux de réalisation d'un deuxième échangeur vers le stade de Douéra, l'acquisition d'équipements scolaires au profit d'établissements éducatifs du cycle primaire, l'aménagement et la réhabilitation des cliniques de proximité de Bourouba, La Concorde et Cervantes, les travaux d'aménagement et de réhabilitation des bâtiments à la commune de Bab El-Oued et la réhabilitation des bâtiments sis au marché des Trois horloges (Bab El-Oued). M. Bennour a appelé à "la relance du projet de la ville résiliente" au vu de la position d'Alger et en vue de permettre une exploitation optimale de ses ressources et répondre de façon adéquate aux différentes catastrophes naturelles.

DJEÏËNE BOUREZG (NÂAMA)

Eradication des sites d'élevage en milieu urbain

Les services de la commune de Djeïène Bourezg (wilaya de Nâama) ont lancé lundi une campagne d'éradication des sites anarchiques d'élevage du bétail en milieu urbain dans le vieux quartier "Benaoum", a-t-on appris du président d'APC Bentaleb Bousmaha. Il a été procédé ainsi à la démolition et à l'enlèvement d'étables anarchiques au cours d'une opération qui se poursuivra jusqu'à assainissement des lieux.

Les services techniques communaux en compagnie de la police de l'urbanisme et de la protection de l'environnement avaient dressé, avant l'opération de nettoyage, des procès verbaux contre les contrevenants ayant construit de telles installations sans autorisation portant atteinte à l'environnement, a indiqué M. Bousmaha.

"Auparavant, ces sites constituaient un point noir, les citoyens continuant de les utiliser pour

l'élevage du bétail, ce qui a créé un foyer de pollution dû à l'accumulation des déchets desquels dégageaient des odeurs nauséabondes", a relevé l'édile. Pour remédier à cette situation et empêcher l'exploitation anarchique de ces sites, les services communaux ont décidé la fermeture de cet espace ouvert tout en laissant un passage pour piétons en attendant le aménagement des lieux en place publique avec un sentier destiné à la

randonnée. Des bacs supplémentaires seront installés dans les quartiers avoisinants pour éviter le rejet anarchique de déchets et préserver la propreté du site, a-t-on indiqué. Bentaieb Bousmaha a estimé que les efforts concertés de tous les acteurs et le respect de la loi sont nécessaires pour mettre un terme aux abus constatés sur ce site et limiter la propagation des parcs anarchiques d'élevage de bœufs.

TAMANRASSET

Plus de 29.000 bavettes confectionnées au titre d'une initiative locale

Plus de 29.000 bavettes ont été confectionnées par des établissements et ateliers dans la wilaya de Tamanrasset dans le cadre d'une initiative locale visant la lutte et la prévention contre la pandémie du nouveau Coronavirus (Covid-19), apprend-on mardi auprès des services de wilaya. Il s'agit d'une participation des centres de formation, et d'ateliers de confection et de couture relevant de la maison de l'artisanat traditionnel, avec le concours de quelques institutions juvéniles de la wilaya, selon la même source.

Pas moins de 24.000 unités ont été déjà distribuées gracieusement au profit des citoyens à travers les zones d'ombre, au niveau des institutions, administrations publiques et lieux les plus fréquentés, tels que les marchés, les bureaux de poste, les structures hospitalières, a précisé le chef de cabinet du wali. Dans le cadre du suivi de l'application

des mesures de prévention contre Coronavirus, 28 commerces ont fait l'objet, à Tamanrasset, d'une décision de fermeture pour non-respect des mesures et conditions, recommandées par les pouvoirs publics dans le cadre de la lutte contre la propagation de Covid-19, notamment des restaurants, cafétérias et magasins d'alimentation, a ajouté M. Hassan Bellouis.

Le même responsable a fait savoir, par ailleurs, que plus de 1.500 citoyens ont bénéficié de la subvention de solidarité (10.000 DA) accordée par les pouvoirs publics pour accompagner les professionnels affectés par les mesures de confinement, a-t-il fait savoir. En parallèle, des campagnes de sensibilisation d'envergure ont été lancées, à travers la wilaya, pour sensibiliser la population sur l'importance de respecter les mesures préventives contre la propagation du virus, selon la même source.

BATNA

Réception d'équipements médicaux pour la maternité intégrée à la polyclinique Hamla3

Des équipements médicaux pour la maternité intégrée à la polyclinique Hamla3 de la commune Oued Chaâba dans la wilaya de Batna ont été réceptionnés lundi, a indiqué à l'APS, la chargée de la communication auprès de la direction locale de la santé et de la population Yasmine Adjroud. Cette infrastructure de santé de 10 lits se chargera des accouchements par voie basse uniquement des parturientes de la ré-

gion du nouveau pôle urbain Hamla1, Hamla2 et Hamla3 dont une partie relève de la commune de Batna et une autre partie d'Oued Chaâba, a précisé la même responsable. Il a été procédé, à ce titre, à la réception d'une ambulance médicalisée, accordée par la wilaya pour appuyer les services de santé, selon la même source. Cette nouvelle infrastructure sera mise en exploitation "prochainement" après la sortie

de promotion des sages femmes de l'institut national de formation supérieur en paramédical de Batna, a fait savoir la même source. Cette maternité intégrée est la première du genre dans la commune de Batna qui dispose d'une clinique mère-enfant, "Meriem Bouatoura" qui assure les accouchements des parturientes de plusieurs communes de la capitale des Aurès et même des wilayas limitrophes.

SOUK AHRAS

Raccordement de plus de 1400 foyers au réseau du gaz naturel en juillet prochain

Au total, 1.437 foyers de différentes localités de la wilaya de Souk Ahras seront raccordés au réseau du gaz naturel au mois de juillet prochain, a annoncé lundi le directeur de la concession de l'électricité et du gaz. Il s'agit de raccorder au réseau du gaz naturel 320 foyers de la localité de Hammam Tassa (commune de Zaarouria), 300 foyers à Rezgoun (commune de Mechroha), 200 autres foyers à Bouzaaroura et Kourdira (commune de Ouillen) et 190 foyers à l'extension urbaine de la commune de Hanancha, a indiqué dans une déclaration à l'APS, Tahar Bezghoud. Une enveloppe financière de 186 millions de dinars puisée du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, a été mobilisée pour la mise en œuvre de ces opérations dont les travaux de réalisation du réseau de distribution ont été achevés, a expliqué le même responsable,

précisant que le raccordement de ces foyers permettra de porter à 78% le taux de couverture par cette énergie dans la wilaya de Souk Ahras. Un autre projet de raccordement de près de 6.000 foyers des zones d'ombre au réseau du gaz naturel sera "prochainement" entamé, a révélé la même source, soulignant que ce projet, pour lequel un investissement de trois (3) milliards de dinars a été consacré, permettra d'assurer une couverture quasi-totale des différentes localités de la wilaya de Souk Ahras par cette énergie. Parallèlement, huit (8) transformateurs électriques ont été mis en exploitation dans les communes d'Ouled Moumen, Sedrata, M'daourouch et Souk Ahras, afin d'assurer un service public de qualité, notamment lors de la saison estivale, ce qui contribuera à éviter les coupures d'électricité qui ont été enregistrées les années précédentes.

BÂTIMENT - ASSURANCE

Plus de 2 milliards Da pour rembourser des entreprises du bâtiment au titre des congés exceptionnels

La Caisse nationale des congés payés et du chômage-intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (Cacobatph) a remboursé plus de 1.000 entreprises des secteurs du BTPH affiliées à la Caisse, dans le cadre des congés exceptionnels générés par la pandémie du coronavirus, pour un montant global de plus 2,74 milliards dinars, a-t-on appris mardi de cette caisse.

"Au total, 1.049 entreprises publiques et privées des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique, ont été remboursés par la Cacobatph, au titre des congés exceptionnels au profit de 113.458 travailleurs, soit 2 % du total des entreprises du BTPH affiliées à la caisse, et ce pour un montant global de 2,74 milliards de dinars, a indiqué le directeur général de la Cacobatph, Abdelmadjid Chekakri, dans une déclaration à l'APS.

Le même responsable a expliqué que la Caisse a lancé à titre "exceptionnel" le remboursement des congés payés anticipés de l'exercice 2019/2020, au profit des travailleurs de ces entreprises, dont la période de référence s'étale du 1^{er} juillet 2019 jusqu'au 29 février 2020, correspondant à huit (08) mois de cotisations versées par l'employeur à la Cacobatph.

"Cette mesure est dédiée aux entreprises affiliées à la caisse ayant anticipé les congés à leurs employés dans le cadre des mesures de confinement suite à la pandémie du COVID-19, et qui ont formulé leur demande à la caisse pour bénéficier de ces aides financières, car ils n'ont pas de trésorerie importante pour faire face à la pandémie", a-t-il détaillé. Il a ajouté que l'opération de réception des demandes a été lancée durant la période allant du 17 avril à 17 mai de l'année en cours.

Toutefois, M. Chekakri a fait savoir que "la plupart des entreprises affiliées à la caisse ont préféré attendre la période des congés à partir du 1 juillet, pour en faire bénéficier directement leurs salariés", a-t-il dit.

Il a rappelé que la Cacobatph qui est une des caisses de la sécurité sociale, compte 57.531 entreprises des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique actif et affiliés, qui regroupent un total de plus d'1 million de travailleurs déclarés à la caisse.

Placée sous la tutelle du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, la Cacobatph assure des prestations en matière de congés payés annuels et les indemnités servies au titre du chômage-intempéries, afin d'améliorer les conditions sociales des travailleurs exerçant dans le secteur du BTPH.

Dans ce contexte, le travailleur de ce secteur, et après avoir exercé 12 mois de travail cumulés, bénéficie d'un congé à partir du 1^{er} juillet de chaque année.

L'entreprise du secteur du BTPH cotise à longueur d'année à la Caisse pour le travailleur salarié déclaré, le cumul de ces cotisations permet à ce travailleur de bénéficier d'un congé calculé sur la durée du travail exercée par le salarié.

ENERGIE

Installation de Rachedi Menadi à la tête de la CREG

M. Rachedi Menadi a été installé lundi au poste de président de la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (CREG) en remplacement de M. Abdelkader Choual, a indiqué un communiqué du ministère de l'Énergie.

Le ministre de l'Énergie, Abdelmadjid Attar, qui a procédé à l'installation du nouveau président du CREG, en présence des Présidents d'Agences, du PDG de Sonelgaz et des cadres du secteur de l'Énergie, a affirmé qu'il était urgent de trouver les solutions adéquates afin de répondre, dans les plus brefs délais, aux nombreuses demandes des investisseurs industriels et des agriculteurs, relatives au raccordement en électricité, tout en précisant que ces raccordements permettront la création des activités génératrices de valeur ajoutée et de postes d'emploi. A cette occasion le ministre a félicité M. Menadi, cadre du ministère de l'Énergie, pour son nouveau poste en l'invitant à redoubler d'efforts pour apporter un plus à la CREG qui a pour mission principale de veiller à l'application des lois régissant l'électricité et le gaz. Il a, aussi rendu, un grand hommage à M. Choual, pour son travail fourni et ses efforts consentis pour le développement de cette agence ainsi que sa contribution en matière de satisfaction de la demande en électricité et en gaz pour les ménages et les investisseurs.

PARLEMENT

Le projet de loi du règlement budgétaire 2017 présenté devant la Commission des affaires économiques

La Commission des affaires économiques et financières du Conseil de la Nation a tenu lundi une réunion consacrée à l'examen du projet de loi portant règlement budgétaire de 2017, en présence du ministre des Finances, M. Aymen Benabderrahmane, a indiqué un communiqué du Conseil.



L'exposé présenté par M. Benabderrahmane, en présence du président de la commission Mohamed Tayeb Hemarnia, et de la ministre chargée des

Relations avec le Parlement Besma Azouar, a été suivi par un débat au cours duquel les membres de la Commission ont soulevé plusieurs interrogations et

de remarques relatives aux dispositions du projet de texte à l'étude, auxquelles le ministre a répondu en apportant des éclaircissements adéquats, ajoute le communiqué.

Le Conseil de la nation rappelle que la commission des affaires juridiques et financières s'attèlera à élaborer son rapport préliminaire au sujet du projet de loi en question qui sera présenté devant la plénière prévue demain (mardi) et qui sera consacrée à la présentation et au débat dudit projet de loi, avant sa soumission à l'adoption lors de la plénière prévue après midi du même jour a conclu le communiqué.

GOVERNEMENT

M. Djerad: "l'Etat déterminé à soutenir l'industrie manufacturière"

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a mis en avant, mardi depuis la wilaya de Tindouf, la détermination de l'Etat à promouvoir l'investissement et à consolider l'industrie manufacturière.

En visite de travail dans la wilaya de Tindouf, M. Djerad a affirmé lors de l'inspection d'un projet de réalisation d'un groupe d'entreprises frigorifiques que l'Etat était déterminé à promouvoir l'investissement et à consolider l'industrie manufacturière.

"Nous œuvrerons à l'accompagnement de ce groupe qui contribuera à l'appui de la stratégie de l'Etat visant la régulation des produits agricoles, l'encouragement des paysans et la consolidation des capacités de stockage", a-t-il soutenu.

Les autorités s'engagent également à ériger la wilaya en région agricole, au vu des richesses abondantes que recèle le Sahara, ajoute le Premier ministre. D'une capacité de 5.000 M3, ce projet

dont le taux d'avancement des travaux est de 95% assurera, une fois mis en service, 25 postes de travail, selon les précisions fournies au Premier ministre sur place. Ledit projet devrait également permettre la consolidation des infrastructures en matière d'import-export.

La superficie globale de ce projet dont les travaux ont été lancés en novembre 2017, est de près de 5,1 hectare, ce qui offre, si besoin est, la possibilité de son extension, afin de le mettre au profit de la région pour la conservation des produits des agriculteurs et des éleveurs, à des prix symboliques, à même d'assurer la disponibilité de ces produits, tout au long de l'année, précise encore la fiche technique du projet.

Le Premier ministre poursuit sa visite dans la wilaya de Tindouf par l'inspection de la station de pompage d'eau potable à la cité Hikma.

M. Djerad aura également à inspecter un programme de logement social loca-

tif et un lycée avant de s'enquérir de la plantation de l'arganier à Oued Mya.

Par ailleurs, il s'enquerra aussi des conditions de la prise en charge des patients atteints de la Covid-19, avant de remettre, à titre symbolique, les clés des logements sociaux et les aides et subventions de l'Etat inhérentes à la construction de logements ruraux.

Le Premier ministre achèvera sa visite par une intervention sur les ondes de la radio locale de Tindouf.

M. Djerad est accompagné, lors de cette visite, d'une délégation ministérielle comprenant les ministres de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire e, Kamel Beldjoud, de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri, de l'Agriculture et du Développement Rural, Abdelhamid Hamdane, de l'Éducation Nationale, Mohamed Oujaout, et des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi.

MINISTRE DU COMMERCE

"Confier le contrôle et la répression de la fraude à 75% du personnel des directions du secteur"

La mission de contrôle et de répression de la fraude sera "prochainement" confiée à 75% du personnel des directions du commerce à travers le pays, a annoncé lundi, à Jijel le ministre du Commerce, Kamel Rezig.

Le ministre a précisé, à l'inauguration du nouveau siège de la direction de wilaya du commerce "qu'une instruction sera adressée prochainement à toutes les directions du commerce du pays à l'effet de mobiliser 75% de leurs effectifs pour assurer la mission de contrôle et de répression de la fraude".

L'agent du commerce est tenu d'être présent sur le terrain et non pas au bureau", a ajouté le ministre, précisant que dans les bureaux "il convient de garder uniquement le nombre d'employés devant assurer le fonctionnement de l'administration car le rôle de la direction du commerce est de protéger le

consommateur et contrôler les marchés et l'action concurrentielle". La direction du commerce "doit revenir à son rôle de contrôle", a encore souligné M. Rezig, ajoutant que la mission des directions du commerce est de s'assurer du respect des obligations légales mises à la charge des intervenants et de la conformité des biens et services et non pas une mission administrative. A l'annexe locale du centre nationale du registre du commerce (CNRC), le ministre a instruit à l'effet de réduire, "avant fin 2020" le délai d'attribution des registres du commerce.

Il a également donné des instructions pour élargir la circonscription de retrait des registres du commerce pour toucher les artisans itinérants comme les électriciens, les plombiers, et les mécaniciens dont l'activité ne nécessite pas un local, ce qui va

permettre, a-t-il estimé, de créer de nouveaux postes d'emploi. A ce titre, le ministre a insisté sur l'importance de "redoubler les efforts de sensibilisation en direction des commerçants les incitant à basculer de la formule des registres de commerce classique aux registres de commerce électroniques".

Sur place, le ministre a exhorté le directeur général du CNRC qui l'accompagnait pour œuvrer à alléger les documents administratifs exigés pour retirer le registre du commerce en limitant le dossier à un seul document, et de diminuer à 1.000 DA, le tarif de délivrance du registre du commerce. Le ministre a donné également instructions pour réduire les déplacements des citoyens vers le siège du CNRC en procédant à la mise en place d'une plate-forme électronique permettant le dépôt des déclarations en ligne. En

visite à une exposition des entreprises exportatrices de liège et de cuir au port Djen Djen, M. Rezig a indiqué que les "directions du commerce, en collaboration avec les différents secteurs doivent informer des avantages accordés aux exportateurs parmi les agriculteurs et industriels (50% des frais de transports sont à la charge du ministère de tutelle entre autres) en vue d'encourager l'exportation".

Il a ajouté que l'exportation ne doit pas se limiter au surplus de la production, mais il faut réserver de 20% à 30% de la production à l'exportation.

Au terme de sa visite à Jijel, le ministre a présidé une cérémonie de signature d'une convention pour l'exportation de 400.000 tonnes de ciment (Clinker) et 40.000 tonnes de fer à béton pour le Niger et Mali.

PÉTROLE

Le Brent à 40,29 dollars le baril à Londres

Les prix du pétrole repartaient de l'avant lundi, avec l'élan des marchés boursiers, malgré les inquiétudes des investisseurs sur l'évolution de la pandémie de Covid-19 et du retour des mesures de confinement, défavorables à la demande, qu'elle pourrait entraîner.

Vers 15h00 GMT (14h00 à Alger), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait 41,29 dollars à Londres, en hausse de 0,66% par rapport à la clôture de vendredi.

A New York, le baril américain de WTI pour le même mois gagnait 1,22%, à 38,96 dollars.

La semaine précédente, le Brent avait baissé de 2,8% et le WTI de 3,2%.

Le pétrole "s'est redressé en cours de séance européenne dans le sillage des marchés actions", ont fait constater les observateurs du marché pétrolier.

Pour certains analystes, la barre symbolique des 40 dollars, "n'est pas viable dans la perspective d'un retour du confinement et de certaines restrictions de mobilité dans des marchés importants comme les Etats-Unis ou le Brésil".

Le monde, confronté depuis décembre dernier à la pandémie de Covid-19, a franchi dimanche deux seuils symboliques: plus d'un demi-million de morts et dix millions de cas.

La contagion progresse dans 30 des 50 Etats américains, notamment dans les plus grands et les plus peuplés du sud et de l'ouest du pays: la Californie, le Texas et la Floride.

Et certains ont dû faire une pause dans le processus de déconfinement.

Aux Etats-Unis toujours, le groupe



énergétique Chesapeake Energy, acculé par la dégringolade des prix du pétrole en raison de la crise sanitaire, a annoncé dimanche s'être placé sous la protection du régime des faillites pour pouvoir mener à bien la restructuration de sa dette de sept milliards de dollars.

Un temps leader américain de l'exploitation du gaz de schiste, dont les opérations s'étendent du Texas à la Pennsylvanie, le groupe a indiqué, dans un communiqué, n'avoir plus d'autre choix que cette restructuration.

Le confinement "a été fatal pour l'entreprise qui se débattait déjà depuis des années avec un énorme fardeau: sa dette", a commenté Ipek Ozkardeska, de Swissquote Bank.

Mais d'un autre côté, "la faillite de Chesapeake est une bonne nouvelle pour la réduction du surplus mondial de brut, car le géant du pétrole de schiste est en partie responsable de l'accumulation rapide des stocks mondiaux depuis des années et a eu un impact négatif sur les prix du pétrole", a-t-elle ajouté.

ETATS-UNIS - AVIATION

Boeing débute le premier vol d'essai du 737 MAX depuis son immobilisation

Boeing a débuté lundi un vol d'essai pour déterminer la sûreté de son appareil 737 MAX remanié, qui avait été cloué au sol après des accidents mortels dans le monde entier l'année dernière.

Ayant décollé d'un aéroport près de Seattle, le 737 MAX a survolé la partie orientale de l'Etat de Washington avant de descendre vers l'Oregon pour finalement revenir à son point de départ.

Les amateurs d'aviation du monde entier ont suivi le vol en temps réel lorsque l'avion a survolé le centre de l'Etat de Washington et a effectué des manœuvres telles que des décrochages, basées sur la vitesse et les données d'altitude du FlightRadar24.

L'Autorité fédérale de l'aviation (FAA) a approuvé les vols d'essai de certification après que Boeing lui a soumis des correctifs de sécurité pour examen.

Ce vol constitue une étape importante vers la fin de l'immobilisation au sol du 737 MAX dans le monde entier depuis mars 2019 après deux accidents de ce modèle le plus vendu de Boeing, qui avaient entraîné le décès de 346 personnes.

FRANCE

Le marché des véhicules industriels devrait chuter d'un tiers en 2020

Le marché français des véhicules industriels devrait chuter d'un tiers environ en 2020 en raison de la pandémie, soit autant que durant la crise financière de 2009, a pronostiqué lundi l'Observatoire du véhicule industriel (OVI) de BNP Paribas.

Le marché baisserait de 30% à 35% cette année par rapport à 2019 pour des volumes qui s'établiraient "dans une fourchette de 35.000 à 38.000 unités", a estimé l'OVI dans un communiqué, révisant fortement ses prévisions pour l'année.

En janvier, cet organisme tablait seulement sur un recul d'environ 10% à environ 50.000 camions neufs livrés, soit un marché encore élevé après "un haut de cycle exceptionnel" atteint l'an dernier.

"Le confinement en France a généré une baisse des immatriculations et des ventes immédiates et brutales.

Ce déclin des immatriculations, correspondant à une traditionnelle fin de cycle était attendu à partir de 2020, l'épidémie de Covid-19 a transformé la baisse en chute libre", a constaté l'OVI.

A fin avril, le marché européen des véhicules de plus de 3,5 tonnes affichait un recul de 33%.

Parmi les principaux marchés, la France était le pays le plus touché (-39,8%), suivie par l'Allemagne (-27,3%), l'Italie (-26%) et l'Espagne (-22,7%).

L'OVI fait toutefois l'hypothèse d'un arrêt de la chute des immatriculations progressif à partir du début du second semestre. Selon l'Observatoire, "les intervenants de la filière (...) ne croient pas à un effondrement majeur du marché. Si la situation sanitaire ne s'aggrave pas, les prémices d'une reprise sont attendues dès la fin de l'année, pour un rebond envisagé en 2021".

Les immatriculations de véhicules industriels sont étroitement liées à la santé du transport de marchandises et à la croissance économique.

L'OVI note que le secteur du transport et de la logistique a été globalement "très fragilisé" par la crise du Covid puisque 80% des entreprises se sont retrouvées en arrêt total ou partiel pendant une partie du confinement.

Mais il constate une hétérogénéité "extrême" des situations entre les différents types de transports. Ainsi, le fret de véhicules automobiles, de meubles et menuiseries, ou celui lié au BTP ont été particulièrement affectés, tandis que le transport de produits médicaux, alimentaires, ou d'animaux vivants "ont subi très peu d'arrêt, connaissant même une surchauffe".

"Le transport de colis a été porté par le report de la consommation on des commerces physiques vers le e-commerce et la livraison à domicile", note encore l'OVI.

NIGERIA - ÉNERGIE

La construction du plus grand gazoduc achevée dans 24 mois

Les travaux de réalisation du gazoduc Ajaokuta-Kaduna-Kano (AKK) au Nigeria, qui aura une longueur de 614 km, démarrent ce mardi et s'achèveront dans deux ans exactement, ont rapporté mardi des médias.

D'une capacité de 2,2 milliards de pieds cubes de gaz par jour pour un coût de 2,6 milliards de dollars, il devrait stimuler l'utilisation domestique du gaz dans le pays.

Cette infrastructure jouera un rôle de premier plan dans l'accès à l'énergie pour les particuliers et les entreprises. Elle permettra surtout d'accroître



le PIB et favorisera la création de 7 millions d'emplois. L'installation fait partie de sept grands projets gaziers de la NNPC qui augmenteront le PIB de 50 milliards de dollars. Elle permettra l'ajout de

3.600 MW d'électricité au réseau national tout en renforçant les industries textiles qui, à elles seules, peuvent créer 3 millions d'emplois supplémentaires.

Par ailleurs, elle soutiendra le développement des industries pétrochimiques, des engrais et du méthanol qui consomment beaucoup d'énergie.

Il faut savoir que les 7 projets gaziers privilégieront la satisfaction de la demande interne avec 3,5 milliards de pieds cubes de gaz supplémentaires par jour et entraîneront la création d'environ sept millions d'emplois.

ALLEMAGNE

L'inflation repart à la hausse en juin (+0,9%)

Le taux d'inflation en Allemagne est remonté en juin, atteignant 0,9% sur un an, sur fond de rebond des prix du pétrole, selon des chiffres provisoires publiés lundi par l'Office fédéral de la statistique.

L'indice des prix renoue avec son niveau d'avril, après être retombé à 0,6% en mai et contre un niveau de 1,4% en mars, avant que la crise du coronavirus ne fasse ressentir ses effets, annonce Destatis dans un communiqué.

L'indicateur dépasse les prévisions des analystes sondés par le prestataire de services financiers Factset, qui tablait sur une inflation stable à 0,65%. Sur un mois, la hausse des prix atteint 0,6%, sur fond de récession

historique dans la première économie de la zone euro.

Le rebond de l'inflation s'explique par un ralentissement de la chute des prix dans l'énergie, qui atteint -6,2% sur un an en juin, après un plongeon de 8,5% en mai, en raison de la hausse des prix du pétrole.

Les prix des denrées alimentaires continuent eux leur flambée en juin, à 4,4%, quasiment stable par rapport au niveau de l'inflation en mai (+4,5%).

Dans le secteur des services, l'indice des prix s'affiche encore une fois pratiquement stable en juin, à 1,4%, contre 1,3% en mai et en avril.

L'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), utilisé

comme référence par la BCE, affiche 0,8% sur un an et 0,7% sur un mois.

Ce score reste éloigné de l'objectif de la Banque centrale européenne d'une inflation "proche mais inférieure à 2%" dans la zone euro.

La réduction de la taxe sur la valeur ajoutée en Allemagne, décidée lundi par la chambre basse du Parlement et dont les consommateurs devraient profiter, "entraînera une baisse sensible du taux d'inflation au second semestre", prévoit Commerzbank.

Le fort ralentissement économique de l'Allemagne, avec un recul de 2,2% du Produit intérieur brut au premier trimestre 2020, contribue également à la faible inflation dans le pays.

BOUIRA - COVID-19 147 millions de dinars aux familles affectées par le confinement



Un montant de 147 millions de dinars a été réparti entre les familles affectées par le confinement sous forme de prime d'un montant de 10 000 dinars pour chacune d'elles, a indiqué lundi le wali de Bouira à l'ouverture d'une session ordinaire de l'assemblée populaire de wilaya (APW), Lekhal Ayat Abdeslam.

"Nous avons recensé 7386 familles affectées par le confinement ayant bénéficié de la prime de 10 000 dinars", a expliqué le premier magistrat de la wilaya, précisant que le montant global alloué à cette action de solidarité était de l'ordre de 147 millions de dinars.

"L'opération se poursuit pour aider d'autres familles dans le besoin en cette période de pandémie", a ajouté M. Lakhhal Ayat.

Au cours de la même session, le président de l'APW, Ahmed Boutata, a indiqué qu'une deuxième enveloppe de l'ordre de plus de 54 millions de dinars avait été consacrée à l'achat de produits de désinfection et de nettoyage dans le cadre des efforts de lutte contre le nouveau coronavirus.

Dans son rapport présenté au chef de l'exécutif, le directeur de l'Administration locale (DAL), Bakouka Nadir, a mis l'accent sur l'ampleur de l'élan de solidarité qui s'était constitué à Bouira pour aider les familles démunies en cette période de crise sanitaire.

Selon les chiffres donnés par M. Bakouka, plusieurs aides alimentaires, d'un montant global de plus de 32 millions de dinars, ont été distribuées au profit des familles démunies et celles affectées par les mesures du confinement. "Nous avons également consacré une enveloppe de plus de 41 millions de dinars à l'achat de produits de désinfection et de nettoyage", a-t-il ajouté.

Depuis le début de la pandémie, un vaste élan de solidarité s'est formé autour des populations enclavées et affectées notamment par le confinement.

"Au total 10781 familles ont bénéficié d'aides alimentaires, mais aussi de produits de désinfection dans le cadre du soutien des services de la wilaya", a précisé le DAL dans son rapport présenté lors de la session ordinaire de l'APW.

Un autre montant, estimé à plus de 13 millions de dinars, a aussi été alloué pour l'acquisition des équipements et matériels médicaux, a-t-il ajouté.

Par ailleurs, le nombre de cas de contamination a enregistré un rebond ces derniers jours à Bouira, soulevant les inquiétudes des autorités locales de la wilaya. Celles-ci prévoient le "durcissement des mesures de prévention et de lutte contre tout mauvais comportement." Dans ce cadre, le wali de Bouira a instruit les brigades mixtes à effectuer quotidiennement des visites surprises en ville pour surveiller et veiller au respect des normes de prévention et de protection, notamment pour ce qui concerne les commerçants. "Tout commerçant qui ne respecte pas la loi sera puni et son commerce fermé", a averti M. Lakhhal Ayat.

Pour sa part, le directeur de la santé publique (DSP), Mohamed Laïb, a mis en garde contre tout relâchement qui pourrait aggraver davantage la situation dans la wilaya de Bouira.

COVID-19 La Commission de la Fatwa appelle au respect total et strict des mesures de prévention

La Commission ministérielle de la Fatwa a exhorté, lundi dans un communiqué, l'ensemble des citoyens au respect "total et strict" des mesures de prévention du Covid-19 "dans l'intérêt général".

Soulignant l'importance des Services publics et leur lien avec les finalités de la Charia, la Commission a mis en avant l'impératif d'apprendre de la culture des Services "comment faire prévaloir l'intérêt général sur l'intérêt personnel, tel que prôné par les fondements et les principes de la Charia".

"En cette conjoncture épidémiologique, chaque citoyen est appelé au respect total et strict des gestes barrières dans l'intérêt général, qui doit primer sur les intérêts particuliers étroits", préconise la même source.

Evoquant la nécessité de la gestion rationnelle des Services publics, la Commission a souligné l'impératif de veiller au principe d'équité entre citoyens en matière d'accès à ces Services, dont la préservation "est une responsabilité collective qui incombe à tout un chacun".

"Si l'atteinte aux droits privés fait partie des péchés capitaux (Al-Kaba'ir), l'atteinte au Service public est plus grave encore, car présentant un tort à l'ensemble de la Ouma", a-t-elle affirmé.

Elle explique que les Services publics "revêtent un



caractère de propriété publique associant les générations qui doivent se solidariser les unes des autres et veiller à la pérennité du denier public, par conséquent, chaque génération est tenue de préserver le droit des générations qui lui succèdent à ces Services".

Soulignant l'importance de l'éducation et de la sensibilisation des jeunes à l'intérêt de protéger les Services publics, "une responsabilité qui incombe à la famille, la mosquée, l'école et les divers faiseurs d'opinion, chacun à son niveau", la Commission prône l'utilisation "saine et rationnelle" de ces services.

Elle appelle, dans ce sens, à bannir leur dilapidation ou exploitation à des fins autres que leur vocation et à promouvoir l'esprit d'entraide au sein de la société pour leur préservation.

En outre, la Commission de la Fatwa a plaidé pour la présence "positive" dans les espaces communs à travers un ensemble de comportements sociaux à observer dans les Services publics, notamment le respect des règles de circulation et des règlements routiers, le port des masques de protection en cette période exceptionnelle et le respect de la distanciation sociale. La vulgarisation

de la culture d'exhortation au sein de la société, du civisme et de la culture du signalement de toute atteinte aux services publics partant du principe d'ordonnance du bien et d'interdiction du mal outre le respect des lois et règlements qui protègent le service public ont également été soulignés dans le communiqué de la Commission.

Par ailleurs, la Commission a appelé à la poursuite du soutien aux efforts de "l'Armée blanche" pour la protection de la vie des citoyens, en se positionnant en premières lignes de la lutte contre la Covid-19.

Mettant en garde contre les rumeurs et les fake news qui sèment la peur et la panique dans la société, la Commission rappelle que "l'information ne doit pas être relayée avant sa vérification auprès des parties compétentes".

La Commission de la Fatwa conclut son communiqué en appelant à semer l'espoir, l'optimisme et la confiance, d'abord en le Tout-Puissant, puis en les efforts des bonnes volontés de la patrie dans les deux différents corps et secteurs.

LUTTE CONTRE LA COVID-19 Benbouzid met l'accent sur le nécessaire respect des mesures préventives

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid a mis l'accent lundi depuis Blida sur la nécessaire mobilisation des citoyens et le respect des mesures préventives en vue de combattre le Coronavirus.

"Les citoyens doivent se mobiliser pour se protéger du Coronavirus, en portant la bavette et en respectant les mesures de distanciation physique, car ceci fait baisser, dans une large mesure, les cas de contagion", a indiqué le ministre dans une déclaration à la presse lors d'une visite de travail dans la wilaya de Blida.

"La lutte contre le virus ne se limite pas au secteur de la Santé seulement, mais s'étend au-delà même du secteur, et

devient désormais multisectorielle", a-t-il ajouté. "Nous avons enregistré une hausse dans le nombre des cas, ce qui a fait propager la peur", a-t-il relevé avant d'ajouter que "cette situation concerne le monde dans son ensemble et pas seulement l'Algérie". Néanmoins, poursuit M. Benbouzid, le fait encourageant que nous avons est qu'en dépit des cas de contagion en hausse, les décès sont très limités.

La symptomatologie des 80% des sujets atteints par le Coronavirus, est presque identique aux symptômes de la grippe saisonnière. Quant au 20% restants, les sujets présentent des symptômes aigus, dont seulement 4% entraînent le décès, explique le ministre qui espère, toutefois, que cette épidémie cesse de faire plus de

décès. Estimant nécessaire de coexister avec ce virus qui risque de durer pendant des semaines ou plusieurs mois, le ministre a indiqué que "nous sommes dans l'obligation de vivre avec le virus que nous devons, toutefois, combattre".

Car, il ne doit pas avoir un impact sur nous, ni sur notre économie, ou devenir même une source d'inquiétude".

"Nous devons, par contre, œuvrer à développer les équipements, nous renforcer et travailler davantage", a-t-il insisté.

Lors de cette visite, le ministre de la Santé qui était accompagné d'un nombre de cadres du ministère, s'est rendu aux différents pavillons Covid-19 à l'hôpital Frantz Fanon et tenu une séance de travail avec les chefs de service et les staffs médicaux.

SÛRETÉ NATIONALE Plus de 187.000 appels téléphoniques signalant des infractions aux mesures de confinement

Plus de 630.000 appels téléphoniques, dont 187.611 relatifs à divers signalements y compris d'infractions aux mesures de confinement, ont été reçus au cours des trois (3) derniers mois par la Sûreté nationale via ses numéros verts, a indiqué dimanche le commissaire de police, Kamel Ouali.

Lors de l'émission radiophonique "Fi Samim" consacrée à la contribution des supports de communication de la Sûreté nationale au renforcement de l'action de proximité et à la lutte contre la propagation de l'épidémie de coronavirus (Covid-19), l'intervenant

a précisé que "plus de 630.000 appels téléphoniques, dont 187.611 relatifs à divers signalements y compris d'infractions aux mesures de confinement, ont été reçus au cours des trois (3) derniers mois par le centre des opérations de la Sûreté nationale via ses numéros verts".

Il a, à cet égard, souligné "l'importance de la coordination avec les différents acteurs et les associations de la société civile pour faire face aux différents fléaux sociaux et renforcer la conscience sécuritaire au sein de la société".

A la fin de l'émission "le rôle des différents supports de

communication de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) dans la consécration de la culture du signalement et le renforcement de l'action de proximité via les numéros verts de la police 1548 et 17, qui comptent, a-t-il dit, parmi les canaux de communication les plus efficaces à donner tout leur sens à l'approche de proximité et sociétale". Le commissaire principal Boutana Nassim est, quant à lui, revenu sur le développement technologique qui s'est accompagné de l'émergence de nouveaux moyens de communication sur Internet, relevant que la Direction

générale de la Sûreté nationale "s'est employée à adapter ses outils de communication à ces progrès, notamment en investissant les réseaux sociaux qui attirent toutes les franges de la société et toutes les tranches d'âge".

A ce propos, le responsable n'a pas manqué de mettre en garde contre "les risques découlant d'un mauvais usage de ces réseaux interactifs où peuvent se propager, a-t-il dit, de fausses nouvelles et des rumeurs, surtout dans la conjoncture actuelle marquée par une situation sanitaire exceptionnelle".

ONU - PAM

La nourriture est le meilleur vaccin contre le chaos que pourrait entraîner le coronavirus

La nourriture est le meilleur vaccin contre le chaos que pourrait entraîner le coronavirus, selon le Programme alimentaire mondial (PAM) qui estime que 270 millions de personnes seront confrontées à l'insécurité alimentaire avant la fin de l'année.

"Jusqu'au jour où nous disposerons d'un vaccin médical, la nourriture est le meilleur vaccin contre le chaos", a déclaré le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial, David Beasley.

"Sans lui, nous pourrions assister à une augmentation des troubles sociaux et des protestations, à une hausse des migrations, à un approfondissement des conflits et à une sous-alimentation généralisée parmi des populations qui étaient auparavant à l'abri de la faim", a-t-il ajouté.

Des dizaines de millions de personnes supplémentaires risquent de souffrir de la faim cette année en raison de la crise de Covid-19, a déclaré lundi le PAM, qui a annoncé son intention de renforcer massivement



son opération d'aide mondiale afin de pouvoir les atteindre.

Selon David Beasley, de nouvelles estimations montrent que 270 millions de personnes seront confrontées à l'insécurité alimentaire "avant la fin de l'année". Il s'agit d'une

augmentation de 82% par rapport à la période précédant la pandémie, a-t-il déclaré, ajoutant que le coronavirus affectait des régions du monde qui avaient "auparavant échappé" à une grave insécurité alimentaire.

"La ligne de front dans

la lutte contre le coronavirus se déplace du monde riche vers le monde pauvre", a-t-il déclaré. Les pays d'Amérique latine subissent les pires effets de la crise sanitaire, avec une multiplication par près de trois du nombre de personnes nécessitant une aide alimentaire. Cela inclut les communautés urbaines des pays à faible et moyen revenu, qui, selon le PAM, "sont entraînées dans la misère" par les pertes d'emplois et la forte baisse des envois de fonds.

Des pics de faim se produisent également en Afrique occidentale et centrale, où le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire a augmenté de 135%, ainsi qu'en Afrique australe, où l'on a enregistré une hausse de 90%.

ETATS-UNIS

Los Angeles ferme ses plages pour le week-end férié à venir

Le comté de Los Angeles, principal foyer de Covid-19 en Californie, a annoncé lundi qu'il fermerait temporairement ses plages le week-end prochain, férié aux Etats-Unis, pour endiguer un regain de contamination.

"En raison de la hausse des cas de Covid-19, toutes les plages du comté de Los Angeles seront de nouveau temporairement fermées ce week-end, du 3 au 6 juillet", a écrit sur Twitter une responsable du comté, Janice Hahn.

"Nous avons eu presque 3.000 cas rien qu'aujourd'hui. Nous ne pouvons pas prendre le risque d'avoir des foules à la plage durant ce week-end férié", qui coïncide avec le 4 juillet, fête nationale américaine, ajouta-t-elle. Le comté a enregistré plus de 2.900 nouvelles contaminations lundi, un record depuis le début de la pandémie aux Etats-Unis.

Au total, plus de 100.000 cas ont été recensés dans le comté de Los Angeles.

Les plages étaient restées fermées durant des semaines au plus fort de l'épidémie mais avaient progressivement rouvert ces dernières semaines.

Le port du masque, pourtant obligatoire dans les lieux publics, était relativement peu respecté sur certaines d'entre elles, avec parfois près d'une personne sur deux circulant à visage découvert, ont indiqué les médias. Dimanche, le gouverneur de Californie a ordonné la fermeture des bars de Los Angeles et de six autres comtés de cet Etat en raison de la reprise de la contamination.

Selon les autorités sanitaires du comté de Los Angeles, des inspections menées la semaine dernière ont montré que 49% des bars et 33% des restaurants (qui ne sont pas concernés par la fermeture) n'appliquaient pas les consignes de distanciation sociale.

En outre, 54% des employés des bars inspectés et 44% de ceux des restaurants ne portaient pas de masque ou de visière comme la loi l'exige.

CHINE - ETATS-UNIS

Une "guerre d'influence" pour réorganiser l'ordre mondial s'installe

Les tensions entre Pékin et Washington devraient s'exacerber au moment où une "guerre d'influence" pour réorganiser l'ordre mondial s'installe et s'intensifie entre les deux puissances sur fond de pandémie de Covid19, estime l'analyste algérien, Arslan Chikhaoui, dans une nouvelle contribution publiée lundi par le quotidien l'Expression.

"Aujourd'hui, menacés par un ennemi commun, le Coronavirus, les Etats-Unis et la Chine sont loin de se réconcilier. Pis encore le conflit sino-américain s'accroît", relève Chikhaoui dans cette analyse intitulée "Le Duopole sino-américain post Covid 19: guerre d'influence et Soft Power". Dans le sillage de cette guerre "ardue", Pékin n'a pas caché son ambition de piloter une réforme de la gouvernance mondiale. C'est à ce titre, constate Chikhaoui, que la diplomatie chinoise va incontestablement redoubler d'activisme pour saisir les nouvelles opportunités qui se présenteront à elle.

A titre d'illustration, Pékin va tenter de rassembler les voix pour réformer le système hérité des accords de Bretton Woods, qui ont échoué sur les grandes lignes du système financier international, jugées "obsolettes" par les chinois, explique-t-il.

Ce qui est certain, poursuit M. Chikhaoui, c'est que "la post-pandémie Covid 19 va générer incontestablement

des appels à créer de nouveaux mécanismes, des règles communes, globales et plus efficaces".

En somme, résume l'auteur, la Chine se pose en "Challenger" en utilisant sa "diplomatie scientifique" de lutte contre la pandémie pour promouvoir ses produits et ses services, y compris ses programmes de formation comme elle le faisait autour des nouvelles routes de soie par le biais de sa diplomatie commerciale.

Et c'est grâce à ce soft power que Pékin va "renforcer ses liens avec des pays comme l'Algérie, l'Italie la Serbie, le Pakistan et le Cambodge qui ont communiqué positivement sur l'assistance et la gestion de crise par le gouvernement chinois, ceux que Pékin a désignés comme étant des amitiés solides comme le fer", prédit l'auteur de la contribution.

Une guerre sans vainqueur

Il constate que l'"offensive" chinoise sur le terrain du soft power a surtout bénéficié du retrait américain et de la politique dite "Amérique First" prônée par l'actuel locataire de la Maison Blanche.

Pour autant, il explique que la Chine n'arrivera pas à imposer partout ses initiatives qui feront incontestablement face à l'opposition de plusieurs pays, en particulier celle des Etats-Unis.

Citant des observateurs avertis, M. Chikhaoui, également membre du Conseil consultatif d'experts du

Forum économique mondial (Wef - Davos), considère qu'il est "peu probable que la Chine parvienne à promouvoir une organisation du monde qui fasse consensus". Par contre, les organisations internationales perdraient de plus en plus leur crédibilité, dans la mesure où certaines d'entre elles ne seront plus en mesure de réunir à la même table les deux premières puissances économiques mondiales", prévoit-il. "Le bras de fer technologique entre Pékin et Washington va sans aucun doute se prolonger et pas uniquement autour de la 5G", souligne cet expert du forum civil des Nations Unies. Et la guerre entre les deux puissances sera certainement attisée à l'approche de la présidentielle américaine de novembre qui verra certainement des déclarations "excessives" de la part du président américain Donald Trump pour justifier de nouvelles mesures contre Pékin. Mais "ni la Chine, ni les Etats-Unis ne sortent gagnants de cette guerre qui a ajouté ses conséquences à l'effondrement du commerce mondial provoqué par la crise sanitaire du Covid 19", estime l'analyste.

Cependant, le président exécutif du centre de consultance et d'études NSV, souligne que la seule manière pour que la Chine sorte gagnante de cette crise sanitaire, serait d'être la première à mettre au point un vaccin contre le nouveau Coronavirus.

OMAN - TRAVAIL

Bientôt un plan de travail à temps partiel pour les habitants et les expatriés

Les locaux et les expatriés vivant à Oman pourraient bientôt être en mesure de travailler à temps partiel, a annoncé le rapport annuel de l'Unité de mise en œuvre, de soutien et de suivi (ISFU).

Cette initiative vise à fournir des opportunités de travail à temps partiel dans le secteur privé pour les employés omanais et les demandeurs d'emploi afin de stimuler un environnement qui crée des opportunités d'emploi à temps partiel, en plus d'améliorer la flexibilité du mouvement de la main-d'œuvre non omanaise entre les établissements enregistrés sous la même entité", indique le rapport. L'ISFU est une entité indépendante qui fournit un soutien aux entités gouvernementales et les aide à mieux mettre en œuvre leurs plans et programmes en fonction de la structure de gouvernance et des principaux indicateurs de performance.

Débloquer le travail à temps partiel et temporaire et permettre une circulation flexible de la main-d'œuvre fait partie des nouveaux projets de l'ISFU.

Selon l'ISFU, le déblocage du travail à temps partiel "vise également à permettre le recrutement de main-d'œuvre non omanaise détenant des licences temporaires dans certaines professions spécialisées".

L'initiative vise à activer les systèmes électroniques de l'initiative et à mener une étude approfondie sur les décisions et les politiques qui ont été adoptées et mises en œuvre, ainsi qu'à se concentrer sur l'aspect médias et sensibilisation de l'initiative, indique le rapport ISFU 2019. Le chef de la recherche économique à la Chambre de commerce et d'industrie d'Oman (OCCI), Ahmed Al Hooti, "a déclaré que la décision d'autoriser le travail à court terme bénéficierait à de nombreuses personnes dans le pays qui recherchaient actuellement des opportunités d'emploi, ainsi que de nouveaux diplômés et ceux qui pensaient pouvoir compléter leurs revenus actuels, a rapporté lundi le quotidien Times of Oman.

"Nous avons une demande croissante d'emplois dans le pays, en particulier parmi les jeunes Omanais", a déclaré le Times of Oman, citant Al Hooti.

"Certains d'entre eux aimeraient travailler temporairement, plutôt que d'être fixés quelque part, car ils pourraient alors passer facilement d'un emploi à un autre. Les emplois temporaires seront plus utiles aux jeunes, en particulier à ceux qui viennent de terminer leurs études. Ils peuvent travailler de cette façon et acquérir plus d'expérience et de formation."

FINLANDE

Un blessé dans une explosion au théâtre d'Helsinki

Une personne a été blessée dans une explosion survenue lundi après-midi au théâtre municipal d'Helsinki, a annoncé la police finlandaise écartant des soupçons que l'incident soit délibéré.

La police a précisé avoir inspecté l'ensemble du bâtiment et rien n'y a été trouvé qui pourrait indiquer que l'explosion ait été provoquée intentionnellement. "C'est un

accident du travail. L'homme blessé dans l'explosion a été transporté à l'hôpital. Il faisait des travaux d'entretien dans la salle des gicleurs lorsque l'explosion s'est produite", explique Jukkapekka Risu, directeur des enquêtes au département de police d'Helsinki.

"Nous continuerons d'enquêter pour confirmer la cause de l'explosion", a-t-il ajouté.

SANTÉ - ALGÉRIE

COVID-19

Benbouzid: "nous avons réalisé des résultats très satisfaisants à Blida"

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid a affirmé lundi que son département avait réalisé "des résultats très satisfaisants à Blida" en matière de lutte contre la Covid-19. Dans une déclaration à la presse en marge d'une visite de travail à Blida, le ministre a indiqué que le secteur de la Santé avait réalisé "des résultats très satisfaisants" dans cette wilaya en matière de lutte contre la Covid-19, et ce grâce aux efforts des staffs médicaux, des autorités locales et des différentes parties concernées.

La situation est encourageante dans cette wilaya qui a enregistré les premiers cas de Covid-19 et qui est désormais un "symbole" de lutte contre la pandémie, a soutenu le ministre.

Et d'ajouter, "le nombre de lits utilisés depuis le début de la contamination et la réduction de la durée d'hospitalisation, décidée début juin courant, en assurant le suivi externe des patients ne souffrant pas de symptômes, nous rassurent quant à la situation à Blida". Ces données confirmées par les chefs de départements et les staffs médicaux nous amènent à confier que "la situation actuelle à Blida est moins aigüe que celle de certaines wilayas, et depuis lors, nous comptons sur notre expérience", a-t-il souligné. Cette visite est encourageante et solidaire à Blida et s'inscrit "dans le cadre d'une série de visites que nous avons préféré entamer à Blida pour s'enquérir de la situation du secteur et écouter les préoccupations des staffs médicaux qui se sont démenés pendant les quatre derniers mois", a poursuivi le ministre.

M. Benbouzid s'est félicité du centre de dépistage mis en place dans la ville des Roses et qui va servir beaucoup les Blidéens en leur évitant l'angoisse de l'attente des résultats de l'institut Pasteur.

"Nous sommes contents que la wilaya ait bénéficié d'un centre de dépistage de Covid-19, d'autant plus que les citoyens se sont plaints du retard accusé dans les résultats, et que les médecins sont contraints d'attendre les résultats pour se décider", s'est-il exprimé.

Avec celui de Blida, le nombre de centres sur le territoire national s'élève à 30 structures, et nous aspirons à installer un centre dans chaque wilaya pour atténuer la souffrance aussi bien des malades que des équipes médicales.

**SANTÉ - REIN
Annaba: reprises des activités de transplantation rénale au CHU**

L'activité de transplantation rénale, interrompue consécutivement à la propagation de l'épidémie du Coronavirus, vient de reprendre au Centre hospitalier universitaire d'Annaba, a indiqué lundi, un communiqué de la cellule de communication de cet établissement de santé.

La même source a expliqué que cette intervention chirurgicale a bénéficié à un homme de 41 ans et une femme de 44 ans respectivement originaires des wilayas de Skikda et de Tébessa et, ce après la préparation au service de néphrologie et de transplantation rénale du CHU d'Annaba des donneurs et les receveurs.

La préparation des équipes médicales et chirurgicales menées par les professeurs Achene Attik d'Annaba et Hacem Chaouche d'Alger s'est faite quant à elle via vidéoconférence faisant du CHU d'Annaba "le premier établissement de santé à avoir repris les activités de transplantation rénale à l'échelle nationale depuis l'apparition des premiers cas de coronavirus", selon le même communiqué. Les deux interventions ont été couronnées de succès, ajoute la même source qui soutient que "des équipes médicales et chirurgicales en charge des opérations de transplantation continueront à préparer les malades pour respecter le programme préétabli tout en prenant toutes les mesures préventives inhérentes à cette conjonction sanitaire exceptionnelle". Pour rappel, le CHU d'Annaba effectue près de 40 transplantations rénales chaque année au profit de malades souffrant d'insuffisance rénale issus de plusieurs wilayas de l'Est du pays.

336 nouveaux cas, 223 guérisons et 7 décès durant les dernières 24h

Trois cent trente-six (336) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 223 guérisons et 7 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué mardi à Alger, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 13907, soit 31,7 cas pour 100.000 habitants, celui des décès à 912 alors que le nombre des patients guéris est passé à 9897, a précisé Dr Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de la Covid-19.

Il a, à ce propos, fait remarquer que les personnes âgées de 60 ans et plus représentent 75% du total des décès.

En outre, 32 wilayas ont enregistré des taux inférieurs au taux national, alors que 14 autres n'ont recensé aucun



nouveau cas positif au coronavirus durant les dernières 24 heures. Selon la même source, 17 wilayas ont enre-

gistré entre 1 et 5 cas et autant de 17 wilayas ont notifié plus de six cas chacune. Par ailleurs, 47 patients sont actuellement en soins intensifs, a fait savoir Dr Fourar.

Il a, enfin, affirmé que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et observation des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port des masques. Il a aussi appelé à veiller à la santé des personnes âgées notamment celle souffrant de maladies chroniques.

**LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS
Durcissement du dispositif préventif, plus grande implication des collectivités locales**

Le durcissement du dispositif préventif et de lutte contre le Coronavirus ainsi qu'une implication renforcée des collectivités locales dans la gestion de cette pandémie sont les décisions phares adoptées, lundi, par le Gouvernement après accord du président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Ainsi, et face à la progression des cas de contaminations à la Covid-19 relevée par le Comité scientifique en charge du suivi de cette urgence sanitaire, le Gouvernement a opté pour le durcissement des mesures préventives précédemment mises en place afin de stopper la chaîne de transmission du virus.

Si le nombre des décès demeure sur une courbe relativement constante, celui des contaminations confirmées vient de franchir le seuil des 300 cas. Une situation induite, dans une grande proportion, par des attitudes "irresponsables", pour lesquelles le président de la République a exprimé son "amertume", citant ceux prétendant que le Covid-19 "n'est qu'un mythe à visées politiques".

Conséquemment au relâchement constaté ces derniers jours au sein de la population, le président Tebboune a ainsi instruit, dimanche lors du Conseil des ministres, le Premier ministre afin de "durcir les sanctions à l'encontre de tous les contrevenants, individuellement ou collectivement", aux mesures de prévention. Entre autres mesures préconisées par le Gouvernement, figurent l'interdiction formelle de tout type de rassemblement et de

regroupement familial, la verbalisation systématique de tout contrevenant à la mesure du port obligatoire du masque et le respect des horaires de confinement, la réinstauration de l'obligation du port obligatoire du masque dans les véhicules particuliers ainsi que le renforcement de la surveillance épidémiologique par la conduite d'enquêtes approfondies.

Il a été également ordonné la constitution de "stock stratégique" de tests de prélèvement et de diagnostic PCR pour les semaines à venir, l'extension du réseau de laboratoires d'analyse, y compris par le recours au secteur privé, ainsi que la multiplication des campagnes de désinfection des espaces et lieux publics à travers toutes les wilayas. De plus, il est, à nouveau, exigé des commerçants le respect des protocoles de prévention sanitaire, notamment l'obligation du port de masque et la distanciation physique pour toute personne qui accède à l'espace commercial. La mise en oeuvre de cette approche, encore plus restrictive, s'appuiera, désormais, davantage sur les collectivités territoriales et l'implication des responsables locaux.

Ces derniers sont appelés à participer au "processus d'évaluation et de prise de décision", s'agissant de confinement ou de suspension temporaire d'activités ne respectant pas les protocoles sanitaires. A ce propos, les walis sont tenus, lorsque la situation sanitaire l'exige et après aval des hautes autorités du pays, de décider "un confinement partiel ciblé ou total d'une ou de plusieurs localités,

communes ou quartiers connaissant des foyers ou des clusters de contamination".

Néanmoins, il est d'ores et déjà décidé la suspension, pour une durée de 15 jours, des marchés et souks hebdomadaires, des marchés à bestiaux ainsi que des centres commerciaux et autres lieux de concentration de commerces et ce, dans les wilayas connaissant "une circulation active" du virus.

En outre, les autorités locales et les services de sécurité sont instruits à l'effet d'appliquer, avec "toute la rigueur et la fermeté nécessaires, les sanctions prévues par la loi et les règlements en vigueur, y compris la verbalisation, la mise en fourrière et la formalisation des procédures judiciaires appropriées, à l'encontre de tout contrevenant aux mesures de prévention sanitaire". Par ailleurs, les services du ministère du Commerce sont "dans l'obligation de procéder à des actions de contrôle au niveau de certains commerces de quartiers et de marchés, accompagnés de la force publique, pour la fermeture immédiate du commerce, le retrait du registre de commerce ainsi qu'une sanction pécuniaire et dissuader tout comportement contraire aux lois et règlements en vigueur".

Cette batterie de dispositions, qui priorise la préservation de la santé des citoyens, s'ajoute ainsi à la mesure de reconduction, jusqu'au 13 juillet 2020, du dispositif de la levée du confinement à domicile pour 19 wilayas et l'instauration d'un confinement à domicile de 20h00 au lendemain 05h00 pour 29 autres wilayas.

PR SANHADJI:**"Les professionnels de la santé sont les acteurs "essentiels" à l'origine des résultats de la réforme"**

La réforme du système de santé doit inclure deux éléments indissociables, à savoir les infrastructures et les ressources humaines, a indiqué mardi le président de l'Agence nationale de sécurité sanitaire, le Pr Kamel Sanhadji, considérant que les professionnels de la santé nationale sont les acteurs "essentiels" à l'origine des résultats de la réforme.

"La réforme doit inclure les deux éléments indissociables du système de santé: les infrastructures avec leurs modes de fonctionnement et les ressources humaines", a-t-il indiqué dans un entretien au quotidien Le Soir d'Algérie, ajoutant que les

professionnels de la santé nationale sont les acteurs essentiels à l'origine d'une réforme".

Il s'agit, selon lui, d'une association de partenariat "fort, important et indissociable" entre, d'une part, l'Agence nationale de sécurité sanitaire qui a pour vocation la conception, l'évaluation et l'expertise scientifique dans le cadre d'une réforme et, d'autre part, la réalisation et la gestion de cette réforme par l'administration centrale qu'est le ministère de la Santé. So longant que les budgets consacrés à la santé en Algérie ont été parmi les "plus importants des pays à revenu moyen", le Pr Sanhadji a estimé

que "la réforme constitue une question de sécurité sanitaire". "La volonté politique de répondre à la demande des citoyens algériens pour un accès à une offre permanente et équitable de soins de qualité est considérée comme une urgence, donc comme une sécurité sanitaire".

Pour lui sécuriser son modèle sanitaire "c'est le mettre à l'abri de défaillances, pour qu'il puisse assurer ses missions consacrées par la Constitution en le dotant d'une stratégie de fonctionnement qui utiliserait les nouveaux écosystèmes compatibles avec les standards internationaux. "C'est par voie de conséquence, le réformer", a-t-il

soutenu. Il a expliqué par ailleurs, que la crise du Covid-19 a montré que la "santé était directement liée à la stabilité nationale (et même la sécurité nationale)", en voulant pour preuve les systèmes de santé, de par le monde, qui ont vu leurs capacités de réponse dépassées et débordées, relevant que les causes sont "multiples et ont leurs raisons historiques". Pr Sanhadji cite particulièrement l'absence de stratégie en matière de santé publique, des défaillances dans la planification, la formation et la gestion hospitalière ainsi que l'inefficacité des mécanismes de contrôle.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

BILAN DANS LE MONDE

Plus de 10.208.540 cas, dont au moins 502.599 morts

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 502.599 morts dans le monde depuis que la Chine a fait officiellement état de l'apparition de la maladie en décembre, selon un bilan médiatique établi à partir de sources officielles lundi.

Plus de 10.208.540 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués dans 196 pays et territoires depuis le début de l'épidémie, dont au moins 5.094.900 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Ce nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel de contaminations.

Certains pays ne testent que les cas graves, d'autres utilisent les tests en priorité pour le traçage et nombre de pays pauvres ne disposent que de capacités de dépistage limitées. Depuis le comptage réalisé dimanche, 2.969 nouveaux décès et 144.004 nouveaux cas ont été recensés dans le monde. Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès sont le Brésil avec 552 nouveaux morts, l'Inde (380) et le Mexique (267). Les Etats-Unis, qui ont recensé leur premier décès



lié au coronavirus début février, sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 125.928 décès pour 2.564.163 cas. Au moins 685.164 personnes ont été déclarées guéries. Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 57.622 morts pour 1.344.143 cas, le Royaume-Uni

avec 43.575 morts (311.965 cas), l'Italie avec 34.744 morts (240.436 cas), et la France avec 29.813 morts (200.667 cas). Parmi les pays les plus durement touchés, la Belgique est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 84 décès pour 100.000 habitants, suivi par le

Royaume-Uni (64), l'Espagne (61), l'Italie (57), et la Suède (53).

La Chine (sans les territoires de Hong Kong et Macao) a officiellement dénombré un total de 83.512 cas (12 nouveaux entre dimanche et lundi), dont 4.634 décès et 78.460 guérisons. L'Europe totalisait lundi soir 196.428 décès pour 2.660.794 cas, les Etats-Unis et le Canada 134.538 décès (2.667.981 cas), l'Amérique latine et les Caraïbes 112.321 décès (2.491.030 cas), l'Asie 33.689 décès (1.251.153 cas), le Moyen-Orient 15.819 décès (7.431.72 cas), l'Afrique 9.671 décès (385.166 cas), et l'Océanie 133 décès (9.244 cas). Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par l'agence AFP auprès des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

ETATS-UNIS

La nouvelle maladie liée au Covid-19 touchant les enfants détaillée par deux études américaines

Deux études américaines publiées lundi fournissent une description plus documentée qu'auparavant des symptômes de la mystérieuse maladie liée au nouveau coronavirus qui a touché au moins un millier d'enfants dans le monde, appelée syndrome inflammatoire multisystémique chez les enfants (MIS-C).

Les deux études, parues dans le New England Journal of Medicine, se fondent sur près de 300 enfants et jeunes de moins de 21 ans ayant eu le Covid-19 (ou fortes suspicions), recensés aux Etats-Unis entre mars et mai, à la suite d'une alerte lancée au Royaume-Uni fin avril puis par les Centres américains de prévention et de lutte contre les maladies (CDC) en mai.

Un millier de cas ont été rapportés dans le monde en incluant ces nouvelles études, selon Michael Levin, de l'Imperial College à Londres, dans un éditorial publié par NEJM.

Le 15 mai, le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies avait rapporté 230 cas en Europe, dont deux décès en France et au Royaume-Uni.

Comme on s'en doutait, il est clair que le syndrome apparaît dans un second temps, plusieurs semaines après l'infection par le virus SARS-CoV-2: une étude nationale évoque 25 jours de durée médiane, tandis que l'autre, à New York, indique que la majorité des cas se sont présentés un mois après le pic de la pandémie dans la ville.

La maladie est confirmée comme très rare: 2 cas pour 100.000 personnes de moins de 21 ans.

Comme déjà observé par les médecins des deux côtés de l'Atlantique, les enfants noirs, hispaniques ou d'origine indienne sont relativement plus touchés que les enfants blancs.

Le symptôme le plus fréquent n'est pas respiratoire: plus de 80% des enfants souffraient en fait de troubles gastro-intestinaux (douleurs abdominales, nausées ou vomissements, diarrhée), et beaucoup avaient des éruptions cutanées, surtout les moins de cinq ans. Tous avaient de la fièvre, très souvent depuis plus de quatre ou cinq jours.

Et chez 80% d'entre eux, le système cardiovasculaire était concerné. De 8 à 9% des enfants ont développé un anévrisme des artères coronaires. La plupart des enfants étaient auparavant en bonne santé et n'avaient pas de facteur de risque ou de maladie préexistante. 80% ont été admis en soins intensifs, 20% ont reçu une assistance respiratoire invasive, et 2% sont décédés. Au moment des premières alertes, les médecins avaient noté de nombreuses similitudes avec la maladie de Kawasaki, qui touche surtout les nourrissons et très jeunes enfants et crée une inflammation des vaisseaux sanguins pouvant provoquer des problèmes au cœur.

Ces nouvelles données confirment que MIS-C et Kawasaki ont des points communs, mais que le nouveau syndrome atteint généralement des enfants plus âgés, et déclenche des inflammations plus intenses.

Le mystère demeure sur la cause du syndrome, qu'on soupçonne liée à une réponse anormale du système immunitaire.

L'éclaircir pourrait avoir des implications sur le développement d'un vaccin et les inflammations également observées dans de multiples organes chez les adultes atteints de Covid-19, suggère Michael Levin.

ETATS-UNIS

Plus de 42.000 nouvelles infections au coronavirus en 24h

Au moins 42.000 infections au coronavirus ont été recensées aux Etats-Unis en 24 heures, selon le comptage lundi à 20H30 locales de l'université Johns Hopkins, qui fait référence. Ces nouvelles infections, concentrées dans les Etats du Sud et de l'Ouest, portent à près de 2,6 millions le nombre total d'infections sur le sol américain.

En raison de la remontée des contaminations, certains Etats américains ont dû faire une pause dans le processus de

déconfinement. Le nombre de décès quotidiens dans la première puissance économique mondiale continue pour le moment de décliner, avec 355 morts en 24 heures. Mais le nombre de cas nouvellement détectés est plus élevé qu'à aucun moment depuis l'apparition du Sars-CoV-2, et les hospitalisations augmentent dans plusieurs foyers comme Houston (Texas) et Phoenix (Arizona), ce qui fait craindre le pire pour le tableau des morts dans les prochaines semaines.

OMS

La pandémie de Covid-19 "est loin d'être finie"

La pandémie de Covid-19 "est loin d'être finie" et "s'accélère" même, averti lundi l'Organisation mondiale de la santé (OMS), appelant le monde à agir dès à présent sans attendre un vaccin.

"Demain, six mois se seront écoulés depuis que l'OMS a reçu les premiers rapports concernant un groupe de cas de pneumonie de cause inconnue en Chine", a déclaré le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus.

"Il y a six mois, aucun d'entre nous n'aurait pu imaginer comment notre monde, et nos vies, seraient bouleversés par ce nouveau virus", a-t-il ajouté,

au cours d'une conférence de presse virtuelle. Six mois après que la Chine a fait officiellement état de l'apparition de la maladie en décembre, le nouveau coronavirus a entraîné la mort de plus de 500.000 personnes dans le monde.

Et plus de 10 millions de cas ont été recensés, dont près de la moitié sont aujourd'hui considérés comme guéris. "Nous voulons tous que tout cela se termine. Nous voulons tous reprendre nos vies.

Mais la dure réalité est que c'est loin d'être fini", a indiqué le chef de l'OMS. Il a également redit que la pandémie "s'accélère" actuellement. "Nous avons

déjà perdu tant de choses, mais nous ne pouvons pas perdre l'espoir", a-t-il ajouté.

Soulignant qu'un vaccin sera un "outil important" pour contrôler le virus sur le long terme, il a appelé dès à présent les gouvernements et les citoyens à mettre en place des "solutions simples" afin de "sauver des vies maintenant". Il a ainsi appelé les gouvernements à "tester, tracer, isoler, et mettre en quarantaine les cas", demandant aux personnes de respecter les mesures d'hygiène, de porter un masque lorsqu'elles sont nécessaires et de respecter les règles de distanciation.

GRANDE-BRETAGNE

Le Royaume-Uni durcit le confinement à Leicester après une flambée de nouveaux cas

Le gouvernement britannique a annoncé lundi qu'il allait durcir le confinement à Leicester en raison d'une flambée de cas de nouveau coronavirus dans cette ville du centre de l'Angleterre, la première à se voir imposer des restrictions locales. Les commerces "non essentiels", qui avaient rouvert mi-juin en Angleterre après avoir dû baisser le rideau fin mars, devront à nouveau fermer à partir de mardi et les écoles dès jeudi, a déclaré le ministre de la Santé, Matt Hancock, à la chambre des Communes. Il a précisé que ces mesures seraient réévaluées dans deux semaines. "Nous devons contrôler ce virus. Nous devons maintenir les gens en sécurité. Ces actions sont aussi profondément dans l'intérêt national", a-t-il indiqué alors que le déconfinement doit connaître une étape majeure

samedi en Angleterre avec la réouverture des pubs, restaurants, hôtels et coiffeurs. "Des actions locales comme celles-ci sont un outil important de notre arsenal pour faire face à des épidémies alors que nous remettons le pays sur pied".

"Nous ne pouvons pas recommander un assouplissement du confinement le 4 juillet à Leicester", a-t-il insisté, appelant les quelque 340.000 habitants de la ville à rester chez eux "autant que possible".

Près de 3.000 cas ont été enregistrés à Leicester depuis le début de l'épidémie en mars, dont 866 au cours des deux dernières semaines, selon les autorités locales.

En annonçant la levée progressive du confinement, le gouvernement avait prévu qu'il pourrait mettre en

place des restrictions au niveau local, en fonction de la situation, pour contenir une nouvelle vague incontrôlée de contaminations.

"La chose essentielle est de veiller à ce que nous soyons prêts à agir en cas de flambées locales", a déclaré lundi le Premier ministre Boris Johnson sur Times Radio.

L'allègement du confinement est un moment délicat pour le dirigeant conservateur, déjà très critiqué sur sa gestion de la pandémie, qui a fait 43.575 morts au Royaume-Uni, pays le plus touché d'Europe.

Un millier de personnes sont testées positives chaque jour et certaines voix critiques ont dit craindre un retour à la normale dangereux.

PROTHÈSE DE HANCHE COMMENT RETROUVER LE MAXIMUM D'AUTONOMIE ?

Une fois la prothèse posée vous serez en phase de rééducation, coachée par un kinésithérapeute. Une étape indispensable pour retrouver le maximum d'autonomie avant le retour à la maison.

Se lever de son lit, se recoucher, se déplacer... Des mouvements usuels que vous maîtrisez. Mais voilà, après une opération de la hanche, cela devient beaucoup moins évident.

Dès le lendemain de l'opération, un kinésithérapeute viendra vous expliquer comment vous positionner pour y parvenir sans douleur. Il vous donnera aussi quelques exercices à faire – dont il contrôlera la bonne exécution – pour vous permettre de retrouver votre motricité. Au programme aussi, l'utilisation des béquilles. La mise en jambes commence très tôt, souvent le lendemain de l'opération, par petites étapes qui, chaque jour, prendront plus d'ampleur.

En fin de séjour, l'épreuve de contrôle ultime sera le bon usage des escaliers ! Pas de panique ; une fois sortie, vous ne serez pas laissée à vous-même !

Un aide-mémoire rédigé par le service vous aidera à mettre en pratique ce que vous avez appris à faire... et à ne surtout pas faire. Si



vous n'avez pas pensé à aménager vos enfants ou à un proche de rouler les tapis et d'enlever tous les obstacles inutiles. Si vous avez un animal de compagnie plutôt dé-

monstratif, mieux vaut le confier à une nounou temporaire afin de ne pas risquer une chute doulou-

reuse.

3 complications possibles

Infection. Une infection peut se déclarer dans la plaie ou à l'intérieur de la zone opérée, dans les jours ou les semaines qui suivent voire plusieurs années après. C'est pour prévenir ce risque que des antibiotiques sont prescrits en suites opératoires et par la suite avant toute intervention chirurgicale, afin de limiter les risques d'infection autour de l'articulation artificielle.

Caillots. Des caillots de sangs peuvent se former notamment en raison d'une mobilité réduite durant les premiers jours, ce qui réduit le débit de la circulation sanguine. On vous prescrira alors des anticoagulants, l'usage de bas de contention et la surélévation des pieds. De la physiothérapie (bottes gonflables) peut être aussi être envisagée.

Pneumonie. C'est l'une des complications possibles après une intervention chirurgicale importante. Pour la prévenir, des exercices respiratoires sont précé-

PEUT-ON CHOISIR SA PROTHÈSE DE HANCHE ?

Arthrose de la hanche et fracture du col du fémur sont les principales causes de pose de prothèse de hanche. Une intervention bien rodée qui concerne 100 000 personnes chaque année. Mais comment ça se passe et comment la choisit-on ?

De quel sont-elles composées ?

Certaines prothèses de hanche sont en métal, d'autres en céramique ou en plastique (polyéthylène). Les modèles diffèrent selon les tailles et les assemblages puisqu'une prothèse comprend trois parties : la tige, le cotyle qui se fixe dans le bassin et la tête fémorale. Certaines sont fixées avec du ciment, d'autres par compression (technique du press-fit).

Sur quels critères s'effectue le choix ?

Il en existe près de 400 sur le marché. Mais un chirurgien n'utilise que quelques modèles. Ceux qu'il connaît bien, donc pose mieux ! Il fait sa sélection en fonction des données scientifiques (publications qui montrent des bons résultats en matière de tolérance, d'usure...), puis il les adapte à la situation de ses patients : âge, état de leur articulation, façon de vivre, demande...



Quelle est leur durée de vie ?

En raison du frottement, les prothèses s'usent au fil du temps. Les modèles métal/plastique perdent environ 1 mm en dix ans, ceux en céramique dix fois moins et les métal/métal moins encore. La durabilité de l'implant est importante pour un sujet jeune, qui a un usage bas ou plus longtemp (son espérance de vie est plus grande) et qui s'en servira aussi de façon différente (son niveau d'activité est plus élevé). C'est pourquoi les modèles en céramique leur sont davantage proposés.

Peut-on en changer ?

Selon les modèles et les sollicitations qu'on leur fait subir, les prothèses durent plus ou moins longtemps, en moyenne dix à quinze ans. Mais des personnes vivent sans problème vingt ans avec la même. En cas de soucis ou quand l'usure devient gênante, il est possible d'en changer, si besoin plusieurs fois. À savoir : la durée de vie de la seconde prothèse sera alors plus courte. Pour ménager sa prothèse, il est important de bien respecter les consignes données par l'équipe chirurgicale après l'intervention (ne pas croiser les jambes...).

Quels sont leurs progrès ?

Les matériaux sont en constante évolution. Mais l'anesthésie (plus souvent péridurale ou locorégionale que générale) et le mode opératoire progressent aussi. C'est une chirurgie où l'on saigne pas mal, mais on ne fait plus d'auto-transfusion nécessitant de prélever le sang du malade avant l'opération.

Aujourd'hui, on récupère le sang pendant l'intervention et on le redonne après ! Et grâce à des voies d'abord mini-invasives (vers l'aîne ou dans la fesse), on abime moins de tendons et de muscles. Ce qui améliore la mobilité et limite les cicatrices à 107 cm environ.

Comment les matériaux sont-ils surveillés ?

En cas de problème inhabituel, le chirurgien est tenu de le signaler aux autorités sanitaires. Celles-ci, de leur côté, répèrent les alertes aux chirurgiens afin qu'ils puissent prendre les dispositions nécessaires s'il y a lieu (voir encadré ci-contre). Le type de prothèse posé (numéro de lot...) figure obligatoirement dans le dossier d'hospitalisation. Mais il n'existe pas de fichier national répertoriant

toutes les prothèses posées.

Les prothèses en métal sous surveillance

À la suite d'un taux de reprise (réintervention) inhabituel pour ses prothèses métal/métal ASH, la société depuis les a retirées du marché en 2010. Et chez les 380 personnes qui en sont porteuses, une surveillance particulière a été mise en place. Les prothèses tout métal (il en existe d'autres marques) ne représentent 77% de celles qui sont posées en France.

Elles offrent en général une durée de vie plus longue, intéressante pour les plus jeunes ou les sportifs. Mais la frottement crée dans certains cas des débris fabriqués par les tissus, donc potentiellement gênants. Une surveillance des prothèses métal a donc été décidée par l'Afssaps.

« Cette mesure de précaution amène à retirer celles qui montrent des signes d'usure anormale, mais la plupart sont bien supportées », rassure le Dr Charles Msika, orthopédiste, porte-parole de la Société française de chirurgie orthopédique et traumatologique (Sofcot).

ONU - BARRAGE DU NIL Les membres du Conseil de sécurité soutiennent l'UA pour régler la crise

Les 15 membres du Conseil de sécurité de l'ONU ont soutenu à des degrés divers lors d'une réunion lundi la démarche de l'Union africaine pour régler la crise opposant l'Éthiopie à l'Égypte et au Soudan sur la construction d'un méga-barrage éthiopien sur le Nil.

"Les États-Unis prennent note des efforts récents de l'UA pour faciliter de nouvelles discussions parmi les trois pays" au sujet du barrage, a déclaré l'ambassadrice américaine à l'ONU, Kelly Craft, qui avait demandé cette session pour le compte de l'Égypte.

"Ce problème est devant le Conseil parce que (...) la fenêtre pour parvenir à un accord pourrait se fermer rapidement", a-t-elle ajouté, en appelant les trois pays à s'abstenir "d'actions qui saperaient la bonne volonté nécessaire à l'obtention d'un accord".

Plusieurs autres intervenants sont allés dans le même sens, en relevant que l'UA était désormais en charge du dossier.

L'Éthiopie a réaffirmé samedi sa volonté de commencer à remplir le réservoir de son gigantesque barrage sur le Nil "dans les deux prochaines semaines", tout en s'engageant à essayer de conclure un accord définitif avec l'Égypte et le Soudan pendant cette période, sous l'égide de l'UA.

Le Grand barrage de la Renaissance (Gerd), qui doit devenir le plus grand barrage hydroélectrique d'Afrique, avec une capacité de production de plus de 6.000 mégawatts, est source de vives tensions régionales.

Si l'Éthiopie le voit comme essentiel à son développement et à son électrification, le Soudan et l'Égypte craignent qu'il ne restreigne leur accès à l'eau.

Les "divergences peuvent être surmontées et un accord peut être trouvé si toutes les parties font preuve de la volonté politique nécessaire pour faire des compromis conformément à l'esprit de coopération qui prévaut dans la Déclaration de principes de 2015", a déclaré la secrétaire générale adjointe de l'ONU pour les Affaires politiques, Rosemary DiCarlo.

"Nous espérons fermement que l'Égypte, l'Éthiopie et le Soudan poursuivront leurs efforts pour parvenir à un accord (...) qui soit bénéfique pour tous", a-t-elle ajouté.

Devant le Conseil de sécurité, les trois pays ont réitéré leurs positions, Le Caire mettant en garde contre la menace pour la sécurité internationale posée par les actions de l'Éthiopie qui a défendu son projet tandis que Khartoum évoquait l'impact négatif du barrage pour les Soudanais.

BURUNDI Le Burundi se dote d'un nouveau gouvernement

Le premier gouvernement du nouveau président burundais Evariste Ndayishimiye, élu le 20 mai, a été annoncé, un exécutif resserré à 16 membres contre 21 de l'ancienne équipe, ont rapporté lundi des médias locaux citant un porte-parole.

Selon les médias burundais, un porte-parole a affirmé dimanche soir que cinq ministres ont été reconduits au moment où certains ministères ont été fusionnés. C'est le cas de celui de la sécurité publique et de l'intérieur confiés à Gervais Ndirakobuca alias Ndagurika.

Cinq femmes dont une de la communauté Batwa sont dans le nouveau gouvernement qui compte quinze ministres contre 21 de l'ancienne équipe. Imelde Sabushimike, en charge de la solidarité et des droits humains est la première de cette communauté à avoir occupé le poste de ministre. Par ailleurs, l'ambassadeur Albert Shingiro, représentant permanent du Burundi auprès des Nations unies depuis cinq ans devient le nouveau ministre des affaires étrangères et de la coopération au développement. Le nouveau président burundais, Evariste Ndayishimiye, a été élu le 20 mai pour un mandat de sept ans.

TUNISIE-LIBYE Le président tunisien évoque la situation en Libye avec le chef de la diplomatie grecque

Le président tunisien Kais Saïed a discuté lundi de l'évolution du dossier libyen, avec le ministre grec des Affaires étrangères, Nikos Dendias, actuellement en visite en Tunisie, a annoncé la présidence tunisienne.

Lors de cet entretien, le président tunisien a évoqué avec le chef de la diplomatie grecque les outils susceptibles de renforcer la coopération bilatérale entre la Tunisie et la Grèce, en plus des questions régionales et internationales d'intérêt commun, notamment la situation "chaotique" en Libye, selon la même source.

Cité par la présidence tunisienne, le ministre grec des Affaires étrangères a affirmé que sa rencontre avec le président Saïed était l'occasion d'échanger des points de vue sur plusieurs dossiers, notamment la situation en Libye.

Auparavant, M. Dendias a rencontré son homologue tunisien, Noureddine El-Ray, et a discuté avec lui



des relations bilatérales entre la Tunisie et la Grèce. Ils ont également échangé des points de vue sur la situation dans la région, en particulier la crise libyenne. Le ministère tunisien

des Affaires étrangères a déclaré dans un communiqué que les deux ministres avaient souligné l'importance d'"une solution consensuelle pacifique libyo-libyenne dans le res-

pect de la légitimité internationale de nature à garantir l'unité et l'intégrité de la Libye, ainsi que la sécurité et la prospérité de son peuple".

NIGER

Le ministre de l'Intérieur quitte le gouvernement pour préparer la présidentielle

Mohamed Bazoum, le ministre nigérien de l'Intérieur, candidat du Parti au pouvoir à l'élection présidentielle de 2020 a été remplacé lundi à son poste au terme d'un "réaménagement technique" du gouvernement, indique un communiqué officiel.

Mohamed Bazoum est remplacé par Alkache Alhada, qui occupe depuis septembre 2019 le portefeuille de ministre délégué à la Sécurité publique au ministère de l'Intérieur, précise le communiqué lu lundi soir à la télévision publique.

"Son départ du gouvernement vise à permettre à Bazoum Mohamed de mieux préparer l'élection présidentielle de 2020 à laquelle il est candidat", a confié un de ses proches, cité par l'agence AFP.

Agé de 60 ans, M. Bazoum, homme clé des deux mandats présidentiels du président Mahamadou Issoufou (élu en 2011 et 2016), a été investi en mars 2019 candidat du Parti nigérien

pour la démocratie et le socialisme (PNDS, au pouvoir). Ministre de l'Intérieur depuis avril 2016, M. Bazoum, qui a aussi été ministre des Affaires étrangères, a été considéré comme un des hommes les plus puissants du pays depuis l'accession au pouvoir de M. Issoufou, qui a annoncé ne pas vouloir changer la Constitution pour briguer un troisième mandat.

Le premier tour de la présidentielle, couplé aux législatives, est fixé au 27 décembre 2020. Trois autres poids lourds, l'opposant Hama Amadou, du Mouvement démocratique nigérien (Moden, 2e en 2016), Seïni Oumarou, le dirigeant du Mouvement national pour la société de développement (MNSD, 3e en 2016) et Mahamane Ousmane, ex-président de 1993 à 1996 (4e en 2016), sont aussi dans la course pour 2020.

L'ex-chef de la diplomatie Ibrahim Yacouba (5e en 2016) et le général Salou Djibo, ex-chef de la junte militaire au pouvoir de février 2010 à

avril 2011, qui se présente pour la première fois à une élection au titre du tout nouveau parti Paix-Justice-Progress (PJP), ont également annoncé leur candidature.

L'opposant Hama Amadou a récemment bénéficié de la grâce présidentielle alors qu'il purgeait une peine de 12 mois de prison pour un trafic de bébé. Cette condamnation, qu'il qualifie de politique, pourrait invalider sa candidature.

Depuis 2017, l'opposition refuse de siéger à la Commission électorale nationale indépendante (Céni) et conteste le nouveau code électoral élaboré, selon elle, sur une base "non consensuelle, sans sa participation", qui a été adopté en juin 2019 par le Parlement. Lundi, l'opposition a "exigé (...) la dissolution de la Céni". Un "dialogue" annoncé fin octobre par le pouvoir et l'opposition en vue "d'apaiser" le climat politique tendu n'a toujours pas commencé à six mois de la présidentielle.

RD CONGO

Le roi Philippe de Belgique exprime des "regrets" pour le passé colonial en RD Congo

Le roi des Belges Philippe a présenté pour la première fois dans l'histoire du pays "ses plus profonds regrets pour les blessures" infligées lors de la période coloniale belge au Congo (l'actuelle RDC) mardi à l'occasion du 60e anniversaire de l'indépendance.

Dans une lettre adressée au président de la République démocratique du Congo, Félix Tshisekedi, le roi Philippe a écrit "je tiens à exprimer mes plus profonds regrets pour ces blessures du passé dont la douleur est aujourd'hui ravivée par les discriminations en-

core présentes dans nos sociétés".

"À l'époque de l'Etat indépendant du Congo (quand ce territoire africain était la propriété de l'ex roi Léopold II, ndr) des actes de violence et de cruauté ont été commis, qui pèsent encore sur notre mémoire collective", a assuré Philippe, qui règne depuis 2013.

"La période coloniale qui a suivi (celle du Congo belge de 1908 à 1960) a également causé des souffrances et des humiliations", a-t-il ajouté.

Le roi Philippe a affirmé son engagement à "com-



battre toutes les formes de racisme". "J'encourage la réflexion qui est entamée par notre parlement afin que notre mémoire soit définitivement pacifiée", a-t-il poursuivi.

En Belgique, la mort de l'Afro-américain George Floyd, asphyxié fin mai par

un policier blanc à Minneapolis, a ravivé le débat sur les violences de la période coloniale au Congo et le rôle très controversé du défunt roi Léopold II, accusé par certains militants anticolonialistes d'avoir "tué des millions de Congolais".

SYRIE

Pourparlers Poutine-Erdogan-Rohani mercredi

Les présidents russe Vladimir Poutine, turc Recep Tayyip Erdogan et iranien Hassan Rohani mèneront mercredi par vidéoconférence des pourparlers sur la situation en Syrie, a annoncé mardi le Kremlin.

Le porte-parole de Vladimir Poutine, Dmitri Peskov, a confirmé aux journalistes la tenue de cette rencontre, ajoutant que les trois chefs d'Etat feront "trois discours" avant de discuter en privé de la Syrie "aux alentours de 14h00" (11h00 GMT).

Ces pourparlers s'inscrivent dans le cadre du processus de paix d'"Astana", qui réunit depuis janvier 2017 des représentants du gouvernement syrien et une délégation de l'opposition.

Il est chapeauté par la Russie, l'Iran et la Turquie, pays garants du processus d'"Astana" sur la Syrie.

Ce sont les premières discussions entre les trois présidents dans ce format depuis septembre 2019.



UE

L'UE s'apprête à publier la liste des pays dont les ressortissants sont autorisés à voyager dans l'Union

L'Union européenne (UE) s'apprête à publier mardi la liste d'une quinzaine de pays dont les ressortissants seront autorisés à voyager dans l'UE à partir de mercredi.

Après des jours de tractations, les pays de l'UE vont, "sauf difficultés de dernière minute", voter à la majorité qualifiée pour décider d'ouvrir leurs frontières dès le 1^{er} juillet aux ressortissants des 15 pays dont la situation épidémiologique est jugée satisfaisante.

Les gouvernements des Etats membres avaient jusqu'à mardi midi pour voter cette liste, alors que débute la saison touristique estivale.

La liste comprend l'Algérie, l'Australie, le Canada, la Géorgie, le Japon, le Monténégro, le Maroc, la Nouvelle Zélande, le Rwanda, la Serbie, la Corée du Sud, la Thaïlande, la Tunisie, l'Uruguay et la Chine.

Sont aussi admis les voyageurs d'Andorre, Monaco, du Vatican et Saint-Marin.

L'Union fixe plusieurs critères pour qu'un pays soit sur la liste des admis, notamment un taux de nouveaux cas de Covid-19 proche ou en-dessous de 16 pour 100.000 habitants (moyenne dans l'UE) sur les 14 derniers jours.

Les ambassadeurs des pays de l'UE

et de l'espace Schengen avaient proposé la liste d'une quinzaine d'Etats, qui exclut les Etats-Unis où l'épidémie semble hors de contrôle, et qui inclut la Chine.

La liste devrait être révisée toutes les deux semaines. Les voyages non essentiels vers l'UE sont interdits depuis la mi-mars.

Les pays européens les plus touristiques, dont les économies ont subi des conséquences néfastes de la fermeture des frontières pour endiguer la propagation du virus COVID-19, ont mis la pression pour rouvrir l'espace Schengen afin de sauver la saison touristique.

AFGHANISTAN

Les talibans se disent engagés à démarrer le dialogue inter-afghan

Les insurgés talibans se sont dits engagés à respecter l'accord signé fin février avec les Etats-Unis qui vise le retrait des troupes étrangères d'Afghanistan en échange notamment du démarrage d'un dialogue de paix inter-afghan, rapportent des médias.

Selon les médias, un représentant des talibans, "le mollah Abdul Ghani Baradar, a discuté lors d'une vidéoconférence avec le secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo de la mise en place de l'accord américano-taliban de Doha", concernant notamment "le retrait des forces américaines d'Afghanistan, la libération des prisonniers, le démarrage du dialogue inter-afghan et la réduction de la violence". "Nous sommes engagés à démarrer le dialogue inter-afghan (...) mais des retards dans la libération des prisonniers ont retardé les discussions", a déclaré le mollah Baradar, selon un tweet. De premières négociations de paix semblent toutefois se rapprocher, le président afghan Ashraf Ghani ayant promis

d'achever la libération de 5.000 prisonniers talibans contre un millier de membres des forces de sécurité afghanes détenus par les insurgés. Les autorités afghanes, qui ont déjà libéré près de 4.000 insurgés talibans, prévoient d'élargir le millier restant, comme le stipule l'accord de Doha, non ratifié par Kaboul.

Les talibans, qui ont fait de cet échange de prisonniers une condition préliminaire au dialogue de paix, ont répété à de multiples reprises leur volonté d'honorer leurs engagements. En mai, leur chef "Haibatullah Akhundzada" avait déjà, dans un rare message écrit, souligné "l'engagement" des talibans "dans

l'accord signé avec l'Amérique". La discussion avec Mike Pompeo intervient alors que le président Donald Trump, partisan d'un départ rapide des forces américaines d'Afghanistan, est sous pression à Washington pour un couac lié à ce pays, théâtre du plus long conflit de l'histoire des Etats-Unis.

ETATS-UNIS

Deux enfants tués par balle en un week-end, colère à Chicago

La mort par balle de deux enfants en un week-end a provoqué une vague d'indignation à Chicago, la police implorant les habitants de la troisième ville des Etats-Unis de partager toute information utile pour faire retomber la violence.

Chicago connaît une recrudescence des fusillades à l'approche de la fête nationale, le 4 juillet, généralement la période la plus violente de l'année dans la ville - avec 12 personnes tuées rien que le week-end dernier.

Sincere Gaston, un nourrisson d'un an, a été tué par balle dans son siège auto, auprès de sa mère, qui rentrait d'une laverie automatique.

"Par pitié, pour les enfants de Chicago, contactez-nous si vous avez la moindre information qui puisse nous aider à résoudre ces crimes", a exhorté le chef des inspecteurs de police de cette ville de près de 3 millions d'habitants, Brendan Deenihan.

"Nous devons tous être indignés par cette violence, tous", a abondé un autre responsable, David Brown, dans un poignant appel, qualifiant les auteurs des tirs de "salopards".

Il s'est engagé à sévir contre les planques de drogues - "le coeur des fusillades et des meurtres à Chicago" - ainsi qu'à faire un effort à plus long terme pour détourner les jeunes de la criminalité.

Le week-end d'avant, 106 personnes avaient été visées par des tirs, dont 14 mortellement, y compris un petit garçon de 3 ans, Mekhi

BIRMANIE

Trois militaires reconnus coupables d'exactions envers les Rohingyas

Trois militaires birman ont été reconnus coupables d'exactions envers la minorité des Rohingyas, a indiqué mardi l'armée sans fournir de précision sur l'identité des soldats, les faits qui leur sont reprochés et les sentences prononcées, rapportent les médias.

Des ONG ont rapporté la violence des opérations de "nettoyage" lancées en 2017 par l'armée dans des centaines de villages rohingyas de l'Etat de Rakhine (nord-ouest).

Le nombre exact des membres de cette minorité musulmane tués au cours de cette période n'est pas connu, mais des groupes de défense des droits humains estiment qu'il s'élève à plusieurs milliers.

Et quelque 750.000 d'entre eux ont fui le pays depuis août 2017, s'entassant dans d'immenses camps de fortune au Bangladesh voisin.

Un village en Birmanie avait retenu l'attention, celui de Gu Dar Pyin: cinq charniers y avaient été signalés en 2018 par l'agence Associated Press qui s'était appuyée sur des témoignages de rescapés et des vidéos.

Après avoir nié ces allégations, l'armée avait finalement ouvert une enquête, reconnaissant qu'il y avait eu dans ce village "des faiblesses dans le suivi des instructions" et que des soldats étaient impliqués dans des "accidents".

Plusieurs militaires avaient été renvoyés devant une Cour martiale.

Mardi, la Cour a confirmé que trois militaires avaient été reconnus coupables, alors que des organisations de défense des droits humains ont déploré qu'aucun détail n'ait filtré.

"Les procès à huis clos entourés de secret et entachés par un manque d'indépendance (...) ne permettront pas de mettre fin à l'impunité des militaires" dans le pays, a relevé Ming Yu Hah d'Amnesty International.

Sept soldats, condamnés en 2018 à dix ans de prison pour le meurtre de Rohingyas, ont ainsi été libérés après moins d'un an de détention.

Des enquêtes concernant deux autres villages sont toujours en cours, a précisé mardi l'armée.

Cette condamnation intervient alors que la Birmanie est poursuivie pour "génocide" devant la Cour internationale de Justice, plus haute instance judiciaire de l'ONU.

La cheffe de facto du gouvernement, Aung San Suu Kyi, très critiquée pour son silence dans cette affaire et venue en personne défendre son pays devant la Cour, avait concédé que les militaires avaient pu utiliser une "force disproportionnée", mais jamais avec une "intention génocidaire".

James, à l'arrière d'une voiture conduite par son père.

"Nous devons tous nous demander ce que nous pouvons faire chaque jour pour protéger ces enfants", a abondé Lori Lightfoot, la maire de la ville, située aux abords du lac Michigan.

"Et je ne parle pas juste des victimes. Je parle des tireurs aussi. Que pouvons-nous faire pour les toucher?", a-t-elle interrogé lors d'un point de presse. Beaucoup d'autres grandes villes américaines marquées par la violence dans certains de leurs quartiers, comme New York et Washington, ont amélioré leur réputation depuis les années 1980 et 1990. Mais Chicago n'y arrive pas, à l'instar d'autres villes plus petites, comme Detroit ou Baltimore.

COOPÉRATION M^{me} Bendouda examine la coopération culturelle avec les ambassadeurs turc et tunisien à Alger

La ministre de la Culture et des arts, Malika Bendouda a reçu lundi à Alger l'ambassadrice de la Turquie, Mme Mahinur Ozdemir G?ktas et l'ambassadeur de la Tunisie à Alger, M. Chafik Hajji avec lesquels elle a examiné les voies et moyens du renforcement de la coopération culturelle avec les deux pays, a indiqué un communiqué du ministère.

Recevant l'ambassadrice de la Turquie, Mme Bendouda a mis en avant "les excellentes relations liant l'Algérie et la Turquie, notamment dans le domaine culturel", a précisé le communiqué.

A cette occasion, les deux parties se sont mis d'accord sur l'ouverture du centre culturel algérien en Turquie et également le centre culturel turc en Algérie, et d'œuvrer en permanence à la mise en œuvre du programme exécutif d'échange culturel entre les deux pays", a ajouté le communiqué.

Pour sa part, l'ambassadrice turque à Alger a affirmé "la disposition de son pays à mobiliser l'expertise turque en matière de sauvegarde et de restauration au service du patrimoine algérien", selon la même source.

Lors de sa rencontre avec l'ambassadeur tuni-



sien, M me Bendouda a mis en exergue "les relations privilégiées existant entre l'Algérie et la Tunisie, particulièrement dans le domaine de la Culture".

Les deux parties ont convenu de l'installation d'une commission mixte pour définir les projets de coopération futurs entre l'Algérie et la Tunisie, a conclu le communiqué.

ETHIOPIE Trois morts lors de manifestations après le meurtre d'un chanteur de l'ethnie oromo

Trois personnes ont été tuées et plusieurs autres grièvement blessées lors de manifestations mardi en Ethiopie à la suite du meurtre d'un célèbre chanteur de l'ethnie

oromo, la plus importante du pays, a-t-on indiqué de source médicale.

Hachalu Hundessa, considéré comme une voix des Oromos pendant les années de manifestations antigouvernementales, a été tué par balle lundi soir à Addis Abeba, la capitale, a rapporté la radio-télévision Fana.

Mardi matin, des foules de manifestants ont convergé vers la capitale de la région Oromia voi-

sine, bloquant la circulation.

Des violences ont également éclaté à Adama, dans le centre du pays, où des victimes ont affirmé avoir subi des tirs des forces de sécurité, a indiqué Desalegn Fekadu, un chirurgien à l'hôpital de la ville, cité par des médias.

"Il y a beaucoup de victimes, la plupart par balles. Trois patients sont morts et il y en a encore dans un état critique", a-t-il déclaré.



PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE MÉDÉA

DIRECTION DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS

SERVICE DES MARCHES

AVIS D'INFRUCTUOSITE

NIF 099826019002719

Suite à l'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales n°08/2020 paru sur les quotidiens nationaux : DK NEWS en date du 17/03/2020 et NEWS EDOUCH en date du 17/03/2020 relatif à :

Projet : réalisation d'un lycée 800/200 repas à OUZERA

-WILAYA DE MEDEA-

Lot n 03 : Le reste à réalisé de Lot n 02 (Salle De Sport)

La direction des équipements publics de la wilaya de Médéa, prononce l'**infructuosité** de cet appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales, car aucune offre n'est déclarée conforme au contenu du cahier des charges.

Remarque : la direction des équipements publics invite les soumissionnaires qui ont participé à cet appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales de se rapprocher de nos services, au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'avis d'infructuosité, à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières, (art82 décret 15/247 du 6 Dhou El Hidja 1436 correspondant au 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Un délai de 10 jours accordé aux soumissionnaires pour toute éventuelle réclamation, à compter de la première parution de cet avis sur les quotidiens nationaux, conformément à l'article 82 du décret présidentiel n° 15/247 du 6 Dhou El Hidja 1436 correspondant au 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Remarque : en cas de recours la commission des marchés de la wilaya est compétente d'examiner le recours.

GB

Musique: les Brit awards repoussés à mai 2021

Les prochains Brit awards, les récompenses britanniques de la musique pop, ont été repoussés de trois mois et auront lieu le 11 mai 2021, ont annoncé les organisateurs lundi.

La cérémonie annuelle a généralement lieu en février à l'O2 Arena de Londres.

Les organisateurs ont expliqué avoir pris leur décision après avoir consulté l'industrie musicale et les partenaires de l'événement sur l'impact de la pandémie de Covid-19.

Le directeur général des Brit Awards, Geoff Taylor, considère que "la meilleure façon de parvenir à faire de l'événement "la plus grande soirée musicale", avec des "superstars" au programme, est de repousser le spectacle au mois de mai 2021.

Au cours de l'édition 2020 des Brit Awards, la chanteuse Billie Eilish, le rappeur Dave, le chanteur Lewis Capaldi et la rappeuse Lizzo s'étaient notamment produits sur scène.

De nombreuses autres cérémonies de récompenses artistiques qui se déroulent d'habitude en début d'année ont été repoussées pour laisser le temps au secteur de se remettre de la pandémie. Les Baftas, les récompenses britanniques du cinéma, ont reporté leur remise des prix au 11 avril 2021.

AUSTRALIE L'agence de presse rachetée par des philanthropes

L'agence de presse australienne Australian Associated Press (AAP) a été rachetée par un consortium dirigé par des philanthropes, la sauvant de la fermeture, rapportent des médias.

Le rachat a été confirmé lundi soir, quelques semaines après l'annonce de la constitution de ce consortium pour voler à l'aide de l'unique agence de presse nationale du pays, plombée par les difficultés du secteur des médias qui ont été aggravées par l'épidémie de Covid-19.

Le consortium d'investisseurs, dont fait partie l'ancien directeur de News Corp Peter Tonagh, a déclaré dans un courriel au personnel qu'ils partageaient "un objectif commun: le désir de protéger la diversité des médias en Australie".

"Nous pensons que la meilleure façon d'y parvenir est d'assurer la viabilité à long terme de l'AAP Newswire et de fournir un journalisme indépendant



et de qualité sur les questions qui comptent pour tous les Australiens", ont-ils écrit.

En mars, les principaux actionnaires d'AAP, Rupert Murdoch's News Corp et le groupe de radiodiffusion et de presse Nine Entertainment, s'étaient retirés de l'agence, une décision surprise qui devait entraîner sa fermeture et avait alimenté les craintes d'une plus grande concentration des médias australiens.

La reprise d'AAP va s'accompagner de la suppression d'environ la moitié de ses 180 emplois, les investisseurs affirmant qu'elle mènera une activité "pérenne" de moindre enver-

sure lorsque le rachat sera finalisé le 31 juillet. L'agence "se concentrera sur l'actualité brûlante, la politique, le sport, les grands événements et les questions d'intérêt public", ont-ils ajouté. Le n de sauvetage survient au moment où les médias australiens connaissent une importante chute de leurs revenus. Fin mai, le groupe du magnat Rupert Murdoch News Corp a annoncé qu'il arrêterait d'imprimer plus de 100 titres de la presse locale et régionale en Australie, en raison d'un effondrement des revenus publicitaires qui a été encore aggravé par l'épidémie de nouveau coronavirus.

GOVERNEMENT

Enseignement : généralisation graduelle de la tablette électronique

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a indiqué, mardi depuis Tindouf, que le Gouvernement œuvrait à la généralisation graduelle de la tablette électronique au niveau des écoles et des lycées, en vue de réduire l'utilisation des manuels et d'alléger le cartable.

Lors de sa visite de travail dans la wilaya de Tindouf où il a inspecté le projet de réalisation d'un lycée sis entre les cités «Wifak» et «Wiam» au chef-lieu de la wilaya, M. Djerad a fait savoir que le Gouvernement visait "la généralisation de la tablette électronique à travers tout le territoire national, afin de réduire l'utilisation des manuels et d'alléger le poids du cartable, d'autant que les élèves maîtrisent désormais les TIC".

Le Gouvernement, poursuit-il, œuvrera à l'intégration graduelle des tableaux électroniques dans les écoles et les lycées, pour améliorer la qualité d'enseignement des élèves, grâce aux nouvelles technologies, en leur apprenant des contenus scientifiques et historiques consacrant les constantes nationales mais aussi adaptés au monde moderne.

Par la même occasion, M. Djerad a mis en avant le rôle important du secteur de l'éducation, le qualifiant de «vital», en ce sens qu'il assure la formation de



l'élite qui mènera le pays à bon port, outre son rôle dans la formation des futurs femmes et hommes qui «seront appelés à préserver l'identité nationale et à œuvrer à se frayer une place dans le monde, à travers les connaissances morale, historique et civilisationnelle".

A cette occasion, les responsables du secteur ont présenté, sur le site, au Premier ministre un exposé sur les projets relevant du secteur de l'Education au niveau de la wilaya dont la réception de 19 projets au début de la prochaine rentrée scolaire.

Le taux d'avance-

ment des travaux de ce lycée s'élève à 90% avec la consécration d'un montant de plus de 359 millions DA.

D'une superficie de 2,50 hectares dont 6.600 m² bâtis, le projet comprend un pavillon pédagogique, une cantine de 200 repas, une salle de sport couverte et cinq logements de fonctions, selon la fiche technique du projet.

A cet effet, le Premier ministre a donné des instructions quant à l'impératif respect des normes de qualité dans la réalisation des travaux et l'aménagement d'espaces pour le sport et la lecture.

M. Djerad poursui-

va sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Tindouf par l'inspection de plusieurs projets de développement relavant de plusieurs secteurs.

Il est accompagné d'une délégation ministérielle composée des ministres de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beljoud, de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri, de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Ouadjout et des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi.

AUSTRALIE

L'Australie augmente ses dépenses pour lutter contre les cyberattaques



L'Australie a dévoilé mardi un vaste plan destiné à lutter contre des cyberattaques quelques jours après l'annonce par le gouvernement d'une attaque de grande ampleur visant les systèmes informatiques du pays.

Le Premier ministre, Scott Morrison, et son gouvernement ont annoncé que le pays consacrerait 1,35 milliard de dollars australiens (825 millions d'euros) supplémentaires à la cybersécurité sur les dix prochaines années, soit une hausse d'environ 10% du budget pour cette période porté ainsi à 15 milliards de dollars australiens (9,16 milliards d'euros) au total.

La plus grande partie de ces nouveaux fonds permettra la

création de 500 emplois supplémentaires au sein du service de renseignement spécialisé Australian Signals Directorate.

Le 19 juin, le Premier ministre avait affirmé que le pays avait

été la cible d'une vaste cyberattaque par un "acteur étatique" qui a visé les systèmes informatiques du gouvernement, d'administrations et d'entreprises. Des cyberattaques soutenues par un Etat avaient visé l'an dernier le Parlement australien, des partis politiques et des Universités et tous les regards s'étaient déjà tournés vers la Chine.

M. Morrison a affirmé mardi que ce type d'attaques malveillantes sont de plus en plus fréquentes, sophistiquées et d'une ampleur toujours plus grande. L'Australie fait partie de l'alliance de renseignement dite des "Five Eyes" avec les Etats-Unis, le Royaume-Uni, le Canada et la Nouvelle-Zélande, mais le budget qu'elle consacre à la cyber-

sécurité est très faible par rapport à celui des Etats-Unis, de la Chine ou de la Russie.

RELATION ENTRE LA PRESSE ET LES PLATEFORMES NUMÉRIQUES

Le groupe New York Times quitte Apple News

L'information a été officialisée ce lundi, par les responsables du groupe de presse New York Times qui ont décidé de retirer leurs articles de la plateforme du géant américain et de ses boutiques. L'accord passé entre les deux parties en 2015 permettait à Apple de ponctionner « une commission de 30% sur les abonnements numériques du quotidien souscrits sur Apple News », selon 20 minutes.fr qui en parle dans un papier daté du 30 juin. L'équipe du

New York Times trouve en effet que le volume de lecteurs qui redirige ce partenariat n'est pas assez important, que la « relation avec Apple News ne remplissait pas les conditions », pouvant assurer « un chemin direct entre la plateforme et le Times pour renvoyer les lecteurs vers notre environnement où nous contrôlons la présentation de nos reportages, notre relation avec nos lecteurs et la nature de nos règles commerciales », selon 20minutes.fr. D'autres



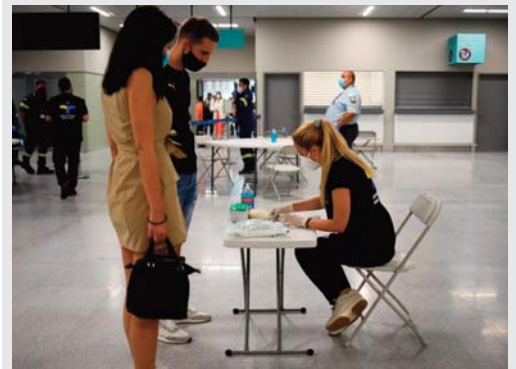
formes de partenariat continueront d'exister entre les deux parties, mais le titre de presse semble gagné, comme

beaucoup d'autres par cette volonté de ressaisir le lien direct avec ses lecteurs.

DKnews

GRÈCE

Un code-barres pour dépister les touristes en Grèce



Les touristes venant en Grèce à partir du 1^{er} juillet devront remplir un questionnaire en ligne deux jours à l'avance et recevront un code-barres qui déterminera s'ils doivent effectuer un test de dépistage à leur arrivée.

Le gouvernement grec a mis fin, ce week-end, aux tests de dépistage aléatoires des voyageurs selon leur pays d'origine, qui avaient semé la confusion chez les touristes.

Ces derniers ne savaient pas s'ils devaient passer une nuit à l'hôtel pour être testés ou être placés en quarantaine après avoir atterri depuis le 15 juin à Athènes et Thessalonique (nord).

La Grèce, qui a été relativement épargnée par l'épidémie de coronavirus avec 191 décès, mène une vaste campagne promotionnelle visant à relancer le tourisme, qui représente un quart de son PIB, en rassurant les voyageurs potentiels ainsi que les Grecs qui craignent une résurgence de la pandémie avec le retour des touristes.

Le gouvernement a mis en place un nouveau protocole, exigeant des voyageurs qu'ils remplissent un questionnaire en ligne 48 heures avant leur arrivée, avec des détails personnels comme leur pays d'origine ou les pays traversés au cours des 15 derniers jours. Ce questionnaire est obligatoire jusqu'au 31 août.

Chaque personne recevra alors un code-barres personnel établi selon les données fournies qui sera vérifié sur son téléphone mobile ou sur impression papier à son port d'arrivée.

Selon son code-barres, elle sera dirigée vers la sortie ou vers l'espace de dépistage, et dans ce cas, elle devra s'isoler à l'adresse fournie sur le questionnaire, dans l'attente des résultats du test, selon le nouveau protocole de la Protection civile. Avec cette nouvelle "procédure d'algorithme, nous aurons de fortes chances de pouvoir détecter la majorité des cas importés", a affirmé Dimitris Paraskevis, membre du comité d'experts du ministère grec de la Santé.

A partir du 1^{er} juillet, tous les aéroports du pays rouvriront aux vols internationaux, les ports de Patras et Igoumenista accueilleront de nouveau des ferries en provenance d'Italie et les autres ports du pays seront rouverts aux bateaux de croisière.

Mots fléchés géants de force 1 à 3 n°1198

mettrait le feu plaie chronique	entame habitant de ville	loup de mer mettre de côté	pratiques de culte sondais	sein de Dionysos femelle de jars	fulmine-ras	attaquera
					unité de travail flotte	
sorties de prison jupes de rats			socle de golfeur arqumentera			effectif
dompte-ras				suran-nées turbulen-ce	place du feu esprit	
reculerai				pénibles chef arabe		
plaisanté		figue				blonde de pub armée d'antan
sœurs de papa		souci de jardinier		soldat américain chanqe de voix	partie de squelette agacera	longue suite
presse à vis	parfums de chef ventila					posses-sif petit cours
		dévêtu en outre		repaire tantale en chimis		débrous-saillerait
petit clavecin crèverais					bison disparu jupons de Malaisie	
justesse			refrains acceptes			cité sur la Tille panseur de cheval
flanchera grande taille				en forme d'oeuf victoire d'Empire		
	inventera chanson douce					surveil-leras
dix sur dix volet roulant		colère d'ancêtre moine solitaire			errer unité typoqra-phique	
			tupe d'en-chères salaires			platine en cornue sanc-tuaire
fis surface bavard emplumé					enjouée fin de prière	
	ferme de Provence geste au-tomatique			briser		
comme une tenue spatiale permis			plat du Viet-Nam siqle nazi		se rendra	
				paiai la note		
dissiden-ce					point cardinal	

Solution

Sudoku n° 2498

1	7	4	8	5	2	3	6	9	8	5	9	6	7	4	2	1	3			
6	2	8	9	1	3	7	4	5	1	7	4	2	5	3	8	6	9			
3	9	5	4	6	7	8	2	1	3	2	6	1	8	9	7	5	4			
2	8	3	5	7	9	6	1	4	9	8	1	7	3	5	4	2	6			
5	4	7	1	8	6	2	9	3	6	3	5	4	9	2	1	7	8			
9	6	1	3	2	4	5	7	8	7	4	2	8	6	1	9	3	5			
8	5	2	7	9	1	4	3	6	1	7	5	2	9	8	3	1	6	5	4	7
4	1	6	2	3	5	9	8	7	6	2	4	5	1	3	9	4	7	6	8	2
7	3	9	6	4	8	1	5	2	3	8	9	4	6	7	5	2	8	3	9	1
8	2	5	7	3	6	1	4	9	8	2	5	7	3	6	1	4	9	8	2	5
7	1	4	9	5	2	3	8	6	7	1	4	9	5	2	3	8	6	7	1	4
3	6	9	8	4	1	7	5	2	3	6	9	8	4	1	7	5	2	3	6	9
1	9	3	6	7	5	2	4	8	6	7	9	3	1	7	5	8	2	6	4	1
5	4	2	3	8	9	6	7	1	4	9	3	8	2	5	4	6	9	7	1	3
7	6	8	2	4	1	5	9	3	2	1	8	6	7	4	2	3	1	5	9	8
9	5	6	7	2	3	8	1	4	3	9	5	6	7	2	3	8	1	4	3	9
2	3	4	8	1	6	7	5	9	4	6	2	1	8	7	3	5	9	4	6	2
8	7	1	5	9	4	3	2	6	5	1	5	7	6	9	3	8	4	2	1	5
6	1	7	9	3	2	4	8	5	6	8	3	9	7	6	4	2	1	5	6	7
3	2	9	4	5	8	1	6	7	3	7	4	8	1	2	9	3	5	6	7	8
4	8	5	1	6	7	9	3	2	2	1	9	3	4	5	6	8	7	9	3	4

Mots Croisés n° 2498

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1	P	E	R	S	O	N	N	A	L	I	T	E
2	A	M	O	U	R	E	U	S	E	A	U	
3	T	O	U	E	T	E	S	S	O	N	S	
4	I	T	E	E	T	R	O	I	T	K		
5	S	I	R	E	N	E	U	N	I	R	A	
6	S	O	I	N	S	P	R	E	T	E	R	
7	I	N	E	D	I	T	D	E	P	I		
8	E	N	I	L	A	I	R	L	E			
9	R	E	N	V	E	R	S	E	A	I	N	
10	E	R	I	E	B	E	S	A	C	E	S	

Grille géante n° 1198

•	A	•	D	•	B	•	R	•	O	•	I	•	P	•	A	•
•	U	•	L	•	C	•	E	•	R	•	B	•	A	•	T	•
•	T	•	L	•	I	•	B	•	A	•	T	•	T	•	E	•
•	C	•	C	•	R	•	I	•	T	•	E	•	A	•	G	•
•	T	•	T	•	A	•	N	•	A	•	R	•	O	•	N	•
•	V	•	E	•	R	•	C	•	A	•	I	•	M	•	A	•
•	X	•	L	•	A	•	R	•	O	•	N	•	S	•	A	•
•	S	•	T	•	O	•	R	•	E	•	R	•	E	•	N	•
•	A	•	R	•	A	•	N	•	T	•	I	•	S	•	A	•
•	L	•	I	•	S	•	E	•	C	•	E	•	S	•	I	•

Nouvelles directives sanitaires de World Athletics en vue de la reprise de la compétition

Plusieurs nouvelles directives sanitaires ont été publiées lundi par la Fédération internationale d'athlétisme (World Athletics) en vue de la reprise de certaines compétitions, actuellement suspendues en raison de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19).

Des directives basées sur des connaissances scientifiques et médicales, rédigées par le Département de la santé et des sciences de World Athletics, qui traitent également la période post-pic, telle que décrite par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Parmi les plus importantes de ces nouvelles directives sanitaires, l'obligation pour les organisateurs de fournir aux athlètes des sacs de bienvenue, contenant entre autres des masques à usage unique (à raison de trois par jour, minimum), des bouteilles et des lingettes contenant du gel désinfectant, ainsi qu'un dépliant expliquant les protocoles de santé pour l'événement en particulier auquel ces athlètes seront appelés à participer.

Pendant le transport, vers l'hôtel ou le stade, tous les passagers (athlètes, encadrement technique, personnel médical...) devront porter des masques et respecter une distance "appropriée" entre les uns et les autres.

Une fois au stade, les spectateurs et les personnes accréditées devront accéder par des entrées complètement séparées et en faisant en sorte que les flux ne se croisent pas.

Même si un membre du personnel technique ou médical est accrédité pour accéder au terrain, il devra obligatoirement porter un masque et avoir du gel désinfectant sur lui.

Les masques doivent être portés aussi dans les chambres d'appel qui, selon le Département de la santé et des sciences de World Athletics, "doivent être aménagées à l'extérieur".

"Il est également préconisé d'y désinfecter les chaises entre chaque utilisation".

Pendant la compétition, le nombre de personnes présentes sur le terrain "doit être réduit au strict minimum" et chacune parmi ces personnes devra porter des lunettes de protection ou un écran facial en plastique, en plus du masque. Les starting-blocks doivent être nettoyés entre chaque course et du chlore doit être ajouté à l'eau en ce qui concerne le steeplechase.

Les bâtons de relais doivent être désinfectés avant chaque utilisation, et il est strictement déconseillé aux athlètes de se regrouper, ou de se faire des câlins après la fin de la course.

Favoriser l'en plein air

Pour le saut en longueur et le triple saut, le sable doit être mélangé avec une solution contenant un agent virucide, biodégradable et non agressif pour la peau.

Idem pour le saut à la perche, car là encore, le tapis d'atterrissage et le matériel utilisé devront être désinfectés avant chaque saut.

Outre l'agent virucide, il est recommandé d'utiliser une fine couche de plastique ou du papier recyclable à usage unique sur le tapis d'atterrissage.

Dans les épreuves combinées, la salle utilisée par les athlètes pendant la récupération doit être en plein air et il faudra encourager les entraîneurs à interagir avec leurs athlètes à l'aide d'appel électroniques.

Les zones mixtes avec les médias doivent être également en extérieur, et le nombre de personnes doit être réduit au strict minimum.

Un écran en plexiglas doit être placé entre les journalistes et les athlètes et doit être nettoyé après chaque entrevue.

Malgré ces mesures strictes, le Département de la santé et des sciences de World Athletics a insisté sur le fait que les athlètes et les journalistes doivent porter des masques protecteurs pendant les entretiens.

"Dans les zones où il n'y a pas de plexiglas, les journalistes et les athlètes doivent respecter une distance de sécurité de trois mètres, tout en gardant leurs masques". Après la fin de la compétition, les organisateurs devront "procéder à une désinfection approfondie du site" pour plus de sécurité et une réduction maximale du risque de contamination.

APS

TENNIS L'Algérien Hamza Khelassi décroche un Master en Sport Management à l'Université olympique de Sotchi

Hamza Khelassi, le jeune Directeur de l'organisation sportive et des compétitions (DOSC) au sein de la Fédération algérienne de tennis (FAT), a obtenu lundi à Sotchi (Russie) un Master en Sport Management, qui a fait la fierté de son instance fédérale, surtout qu'elle privilégie l'investissement dans le capital humain.

Khelassi avait rejoint l'Université olympique de Sotchi en septembre 2019, où après neuf mois de formation, il a présenté une thèse sous le thème "The Inactivity crisis and sport participation : The case of female sport participation in North Africa", devant un jury composé de professeurs et de professionnels dans le domaine du Sport Management, notamment, Vassil Girginov, James Skinner et Lev Belousov.

"Après son excellent travail, M. Khelassi a reçu une proposition de travailler avec le Dr Norman O'Reilly et le Dr Gashaw Abeza pour publier sa recherche dans "Journal of sport management", qui est une revue reconnue dans le domaine. Il s'agit



d'une première historique, car avant Khelassi, aucun Algérien n'avait publié d'article académique

dans cette revue scientifique" s'est encore réjoui la FAT dans un communiqué. Le jeune DOSC se

trouve toujours en Russie, où il attend la reprise du transport aérien, pour rentrer en Algérie.

VOILE / COUPE DE L'AMERICA

Soupçons d'espionnage au sein de l'équipe néo-zélandaise

Team New Zealand, l'équipe néo-zélandaise en préparation pour la prochaine édition de la prestigieuse course nautique, Coupe de l'America, prévue du 6 au 21 mars 2021, a annoncé mardi avoir renvoyé certains de ses employés, après les avoir soupçonnés d'espionnage au profit d'autres équipes.

La Nouvelle-Zélande dit être en train d'enquêter sur des "questions structurelles et financières" liées à la prestigieuse course quadriennale, qui aura lieu l'an prochain à Auckland.

"Nous ne sommes pas sûrs à 100% de ce qu'ils voulaient, ou de ce qu'ils ont obtenu.

Mais nous avons sifflé la fin de la récréation plus tôt que ce qu'ils attendaient", a affirmé le directeur de l'équipe néo-zélandaise, Grant Dalton.

"Bien sûr, je suis inquiet", a-t-il cependant reconnu, craignant de s'être fait dérober d'importants renseignements sur les voiliers.

Les employés renvoyés se sont

également rendus coupables "d'allégations gravement diffamatoires et erronées" envers l'équipe et son personnel, selon un communiqué de la Team New Zealand.

La Coupe de l'America, une des plus anciennes compétitions sportives au monde, comporte son lot d'espionnage et de coups bas entre équipes. Les innovations techniques sont clés pour l'emporter et constituent pour chaque équipe un secret à garder à tout prix. Les employés renvoyés, dont l'équipe néo-zélandaise n'a pas dévoilé combien ils étaient, ne travaillaient pas directement avec les bateaux, mais dans la section événementiel de l'équipe.

La Nouvelle-Zélande, victorieuse lors de la précédente édition, disputée en 2017 aux Bermudes, a in-



vesti plus de 120 millions de dollars néo-zélandais (environ 68 millions d'euros) dans l'organisation de l'édition 2021. Cette édition mettra aux prises des navires monocoques de 75 pieds.

En 2017, l'Américain Jimmy Spithill avait reconnu que toutes les équipes pratiquaient l'espionnage: "C'est comme James Bond ou la CIA.

Tout le monde a des équipes basées là où sont les autres équipes, et les surveille tout le temps".

RUGBY À VII / CIRCUIT MONDIAL

La saison précocement terminée, la Nouvelle-Zélande sacrée

La Fédération internationale de rugby (World Rugby) a annoncé mardi avoir décidé de mettre précocement fin à la saison du circuit mondial de rugby à VII, suspendue depuis la mi-mars dernier en raison de la pandémie de nouveau coronavirus, proclamant par la même occasion les sélections (messieurs/dames) de la Nouvelle-Zélande championnes. Il restait cinq

tournois à disputer, respectivement à Langford (Canada), Londres, Paris, Singapour et Hong Kong, mais leur annulation en raison du contexte sanitaire actuel permet aux sélections néo-zélandaises d'être sacrées, car avant cet arrêt définitif, ce sont elles qui étaient en tête. "Cette décision intervient après des discussions poussées et constructives avec les or-

ganisateurs et les Fédérations, en prenant en compte comme priorité absolue la santé et le bien-être de la communauté du rugby", a expliqué World Rugby dans un communiqué.

"Même si c'est très décevant pour les joueurs, les supporters, les organisateurs et toutes les personnes concernées de devoir annuler ces événements en raison de la pan-

démie mondiale de Covid-19, la santé et le bien-être de la communauté du rugby et de la société en général restent la priorité numéro un", a souligné le président de World Rugby, l'Anglais Bill Beaumont.

Le lucratif tournoi de Hong Kong devait être l'ultime épreuve de la saison en octobre, après avoir été reporté en raison de la pandémie de Covid-19.

Zetchi : «Benzema est 100% Algérien»

L'attaquant et actuel meilleur buteur du Real Madrid, Karim Benzema, «est 100% Algérien, sauf que du point de vue sportif, il dispose de la nationalité française», a estimé le président de la Fédération algérienne de football (FAF), Kheireddine Zetchi, dans une déclaration mardi au quotidien sportif espagnol «As».

Le premier responsable du football algérien n'a pas tari de loges sur le buteur de 32 ans, formé par l'Olympique Lyonnais, qu'il a qualifié d'actuel «meilleur avant-centre au monde». Interrogé si Benzema a des chances de porter le maillot national algérien, surtout que sa situation conflictuelle avec le sélectionneur français Didier Deschamps persiste, Zetchi a répondu par la négative. «L'article 15 des règlements de la Fifa stipule qu'un

joueur ayant déjà disputé un match officiel avec une sélection nationale n'aura plus jouer qu'avec celle-ci», a-t-il expliqué, avant de préciser que «la FAF n'a jamais essayé de faire jouer Benzema pour l'Algérie, car consciente que sportivement parlant, il appartient à la France». Une sortie médiatique qui rappelle celle d'il y a plusieurs mois du sélectionneur des «Verts», Djamel Belmadi, lequel s'était dit «satisfait» des attaquants qu'il compte dans



l'effectif, écartant indirectement l'idée de convoquer Benzema. Ce dernier avait montré une entière disposition à cela, no-

tamment en publiant plusieurs photos sur les réseaux sociaux, sur lesquelles on le voit arborer fièrement le maillot algérien.

ALGÉRIE

Abdou Younès, l'agent de joueurs le plus actif en 2019 (FAF)

L'agent de joueurs Abdou Younès (Oran) a été le plus actif en 2019 avec pas moins de 24 contrats négociés pour une valeur de 2.725.000 DA, selon le bilan des activités des intermédiaires publié mardi par la Fédération algérienne de football (FAF).

Cependant, du point de vue lucratif, et même s'il n'a fait signer que neuf contrats nationaux en 2019, c'est l'agent Mohamed Balaziz (Alger) qui a gagné le plus d'argent avec un pactole de 3.900.000

DA, selon la même source. Par ailleurs, sur le plan international, seuls deux agents ont réussi des transactions à l'étranger, à savoir les Sétifiens Ilyès Fellahi et Abderrahmane Zitouni et pour lesquelles ils ont perçu une commission de 5.000 euros chacun.

Outre ces transactions à l'étranger, Fellahi et Zitouni ont réalisé quelques transferts sur le plan national grâce auxquels ils ont respectivement gagné 850.000 et 820.000 DA.



FOOTBALL FÉMININ / ALGÉRIE

Les représentants de 9 clubs des divisions nationale et régionale reçus lundi par la FAF

Les représentants de neuf clubs de football féminin, relevant des divisions Nationale et Régionale ont été reçus lundi par le président de la FAF, Kheireddine Zetchi, auquel ils ont fait part de leurs doléances, et proposé des solutions pour relancer la discipline.

«Cette réunion a duré près de deux heures et demie.

Les représentants des clubs

ont fait part de leurs doléances et proposé des solutions pour relancer le football féminin.

Ils n'ont pas manqué de remercier le président Zetchi de leur avoir permis de s'exprimer librement, et ce, quelques jours seulement après lui avoir formulé cette demande d'audience» a indiqué la FAF dans un communiqué, publié mardi sur son site officiel.

Le président Zetchi et les membres du Bureau Fédéral ont attentivement écouté les représentants des clubs féminin et pris acte de leurs revendications, en leur expliquant «qu'une nouvelle stratégie est en cours de préparation à la Fédération», à travers un travail réalisé par la présidente de la Commission du football féminin, Radia Fertoul, le Directeur

technique national Ameur Chafik et le chef du département du football féminin Madjid Taleb.

Selon la même source, «ce travail sera complété par les propositions des représentants des clubs et soumis à l'approbation du Bureau Fédéral», lors de sa prochaine réunion statutaire, prévue au mois de juillet.

FOOTBALL (LIGUE 1 ET 2)

Les clubs du Centre unanimes pour un arrêt définitif de la compétition

Les clubs des Ligues 1 et 2 de la région Centre, réunis lundi à Alger avec les responsables de la Ligue professionnelle de football (LFP), sont unanimes pour l'arrêt définitif de la saison en cours, arguant «l'intérêt général et éviter la propagation du COVID-19 chez les joueurs».

Dans une déclaration à la presse le président de la LFP, Abdelkrim Medouar, a assuré que «90% des présidents de clubs ont exprimé leur désaccord quant à la reprise de la compétition, à cause de la situation sanitaire difficile que traverse le pays».

«Les responsables des clubs ont mis en exergue l'impossibilité d'appliquer le protocole sanitaire exigé par le ministère de la santé, a-t-il ajouté, soulignant que son instance va présenter un rapport détaillé au bureau fédéral sur ce sujet».

Le premier responsable de la LFP a, également, fait savoir que les clubs qui sont toujours en course pour le titre de champion de la saison en cours, à savoir, le CR Belouizdad, le JS Kabylie, l'ES Sétif et le MC Alger, ont assuré leur «soutien pour cette décision dans ces circonstances exceptionnelles que traverse le pays».

«Les clubs concernés par la relégation en Ligue 2, ainsi que ceux qui jouent l'accession en Ligue 1, ont également soutenu cette proposition avancée par les clubs de l'Est et l'Ouest du pays», a-t-il ajouté.

Les clubs n'ont pas mentionné l'identité du champion et des reléguables

Dans sa déclaration à la presse, Medouar a, par ailleurs, indiqué que les présidents de clubs ont exprimé le souhait de préparer dès à présent la prochaine saison, vu qu'un retour à la compétition pour cet exercice n'est pas prioritaire dans les conditions sanitaires actuelles.

«Les responsables des clubs n'ont pas mentionné l'identité du champion et les représentants algériens lors des prochaines compétitions continentales et arabes, insistant sur le fait que l'intérêt général et la santé des joueurs sont plus importants en cette période de pandémie, même si les clubs ont consacré beaucoup d'argent pour décrocher le titre ou éviter la relégation», a-t-il déclaré.

Avant de poursuivre «le football n'est pas une nécessité en cette période de pandémie. La santé de nos concitoyens est le plus important».

Pour leur part, les responsables des clubs ont appelé à prendre des décisions «justes», si la décision de l'arrêt définitif de la saison est appliquée.

Le porte parole du CR Belouizdad, Toufik Kourichi, dont le club était leader de la Ligue 1 avant l'interruption de la compétition, a indiqué que «la majorité des clubs ont convenu pour l'arrêt définitif de la saison», soulignant que «la désignation du champion est secondaire dans

les conditions sanitaires actuelles. La priorité est de protéger les joueurs et préparer la prochaine saison».

De son côté, le président du Conseil d'administration du MC Alger, Abdelnacer Almas, a exprimé «l'impossibilité d'appliquer le protocole sanitaire exigé par les hautes instances du pays qui serait trop onéreux pour les clubs des Ligues 1 et 2». Même son de cloche chez le représentant du NA Hussein-Dey, Chaabane Merzkane, qui a fait savoir que les clubs ne peuvent pas appliquer les conditions du protocole sanitaire, citant à titre d'exemple, la nécessité de fournir deux vestiaires par équipes et deux bus pour les déplacements.

«Nous soutenons la décision de l'arrêt définitif de la saison même si le NAHD lutte pour le maintien en Ligue 1», a-t-il dit.

De son côté, le président de la JS Kabylie, Chérif Mellal, a indiqué que «son club est pour la reprise de la compétition, soutenant que la JSK respectera la décision finale, qui sera prise par les autorités compétentes».

Avant la suspension du championnat de Ligue 1 à la 22^e journée, le CR Belouizdad occupait la tête du classement avec 40 points en plus d'un match en retard, devant l'ES Sétif et le MC Alger qui comptent 37 points chacun, mais avec un match en moins pour le «Doyen».

ESPAGNE

Getafe active son option d'achat pour Marc Cucurella

Le club espagnol de Getafe a activé son option d'achat de 10 millions d'euros pour le milieu gauche Marc Cucurella (21 ans), qui y a déjà joué toute la saison 2019-2020, prêté par le FC Barcelone, a annoncé le club catalan mardi.

«Getafe a activé son option d'achat sur le joueur Marc Cucurella et paiera 10 millions d'euros au FC Barcelone. Le club blaugrana touchera 10% du montant d'un éventuel futur transfert du joueur», a annoncé le Barça dans un communiqué.

Passé par les équipes jeunes de l'Espanyol Barcelone puis formé à la Masia, le mythique cursus de formation du Barça, Marc Cucurella a été un pilier de la bonne saison de Getafe cette année, avec un but et six passes décisives en 31 matchs de Liga, presque toujours en tant que titulaire.

Né à Alella, à quelques kilomètres au nord de Barcelone sur la côte catalane, Cucurella a participé à sept matchs de Ligue Europa cette saison avec Getafe, sans parvenir à marquer.

Passé par toutes les sélections nationales jeunes d'Espagne, le prometteur petit milieu gauche (1,75 m) compte cinq matchs et un but avec les Espoirs de la «Roja» cette saison.

Vainqueur 2-1 lundi de la Real Sociedad, un concurrent direct dans la course aux places européennes, la belle surprise Getafe reste bien placée en Liga (5^e) pour accrocher une place qualificative pour la Ligue Europa, voire la Ligue des champions.

COUPE DE FRANCE La prolongation supprimée, excepté pour la finale

La Fédération française de football (FFF) a décidé de supprimer la prolongation à l'issue du temps réglementaire des matchs de Coupe de France, excepté pour la finale, et ce à partir de la saison prochaine.

«Du 1^{er} tour jusqu'aux demi-finales incluses, en cas de résultat nul à l'issue du temps réglementaire, les équipes se départageront directement par l'épreuve des coups de pied au but, dans les conditions fixées par les Lois du Jeu», selon les nouveaux règlements publiés lundi par la FFF. Comme depuis la saison dernière en Coupe de la Ligue, épreuve qui disparaît du calendrier en 2020-2021, les tirs au but détermineront directement l'issue des matchs, sauf pour la finale où la prolongation de deux fois 15 minutes a été maintenue.

Cette évolution, potentiellement favorable aux surprises car elle avance l'épreuve indécise des tirs au but, va dans le sens d'un allègement des cadences dans le football professionnel, cher au président de l'instance fédérale, Noël Le Graët.

La saison 2020-2021 s'annonce particulièrement longue pour les joueurs avec en point d'orgue l'Euro, initialement prévu en 2020 mais renvoyé à juin-juillet 2021 en raison de la pandémie de coronavirus.

La Fédération anglaise va supprimer 124 postes

La Fédération anglaise de football (FA) a annoncé lundi sa décision de réduire ses effectifs en supprimant 124 postes, pour faire face à l'impact économique de la pandémie de nouveau coronavirus (COVID-19).

«Tous les secteurs de la FA vont être concernés. Nous devons faire des économies de l'ordre de 75 millions de livres (81,8 M d'euros) par an, soit 300 millions sur les quatre années à venir», a prévenu son président, Greg Clarke. Dans le cadre de ce plan de réduction des coûts, 124 emplois vont être supprimés, dont 42 qui étaient en cours de création.

«Nous allons devoir nous concentrer sur nos secteurs prioritaires, on ne peut plus se permettre de faire ce que nous faisons avant», a admis le directeur général de la FA, Mark Bullingham.

Les recettes de la FA ont été réduites par le gel des championnats professionnels et leur reprise à huis clos, mais aussi par les annulations de concerts et autres événements, comme des matchs de football américain de la NFL, qui devaient avoir lieu à Wembley, stade mythique de Londres dont elle est propriétaire.

ITALIE Buffon et Chiellini prolongent d'un an à la Juventus

Le gardien Gianluigi Buffon (42 ans) et le défenseur central Giorgio Chiellini (35 ans) ont prolongé d'une année leurs contrats respectifs avec la Juventus Turin, soit jusqu'en 2021, a annoncé lundi l'octuple champion d'Italie en titre.

«Bonne nouvelle : Gianluigi Buffon et Giorgio Chiellini ont renouvelé leurs contrats pour une année de plus avec la Juventus», ont annoncé les «Bianconeri» sur Twitter. Le gardien et le défenseur sont deux piliers du leader de la Serie A.

Buffon fêtera l'an prochain les 20 ans de son arrivée au club, tandis que Chiellini a rejoint la «Vieille Dame» en 2004.

Avec la Juventus, Buffon a remporté neuf titres de champion d'Italie et quatre éditions de la Coupe d'Italie. Mais il a surtout fait partie de la sélection sacrée championne du monde en 2006.

Longtemps capitaine de la Juventus, Buffon a cédé son brassard à Chiellini après son départ au PSG, lors de la saison 2018-2019. L'intermédiaire français n'a duré qu'une saison, avant son retour l'été dernier dans le Piémont, cette fois comme doublure du portier polonais Wojciech Szczesny.

Fin septembre, Buffon a disputé son 903^e match en club, toutes compétitions confondues, battant le record d'Italie détenu par l'ancien joueur de l'AC Milan Paolo Maldini, resté à 902.

Le Brésilien du FC Barcelone, Arthur rejoint la Juventus pour 72 millions d'euros

Le milieu de terrain international brésilien du FC Barcelone, Arthur a été transféré à la Juventus Turin contre un chèque de 72 millions d'euros, plus 10 de bonus, a annoncé lundi le club catalan.

Néanmoins, et bien que son transfert soit désormais officiel, «Arthur devra rester au Barça jusqu'à la fin de la Ligue des champions 2019-2020», a-t-on encore précisé de même source.

Ce transfert a été annoncé depuis quelques jours déjà par certains médias spécialisés, qui voient le Bosnien Miralem Pjanic effectuer le chemin inverse, en rejoignant le Barça en provenance de la Juventus.

Il s'agit de l'une des principales transactions en cette fin de saison, marquée par la crise due au coronavirus, après l'activation de l'option d'achat de l'Argentin Mauro Icardi au Paris Saint-Germain et l'arrivée de l'Allemand Timo Werner à Chelsea.

APS

FIFAGATE L'ex-responsable hondurien Alfredo Hawit autorisé à rentrer chez lui

Le Hondurien Alfredo Hawit, ex-président de la Confédération d'Amérique du Nord, Centrale et des Caraïbes (Concacaf), également ex-vice président de la Fifa, a été autorisé lundi à rentrer dans son pays par une juge américaine, plus de quatre ans après avoir plaidé coupable dans le scandale de corruption dit «Fifagate».

Aujourd'hui âgé de 68 ans, Hawit avait plaidé coupable en avril 2016 de quatre chefs d'accusation dans le cadre du vaste scandale de corruption au sein de l'instance dirigeante du football mondial, notamment de complicité de racket, fraude électronique et complot pour entrave à la justice.

Lors d'une audience lundi par téléconférence devant la juge de Brooklyn, Pamela Chen, Hawit a, via une interprète, fait son mea culpa, disant «assumer la responsabilité de ses actes», «avoir considérablement changé» et être «désolé» de sa conduite.

La juge a estimé qu'aussi graves que soient ses délits, Hawit en avait «accepté la pleine responsabilité de façon extraordinaire» et avait déjà subi «une sorte de punition» en étant assigné à résidence aux Etats-Unis, loin de sa famille au Honduras, pendant plus de quatre ans. Elle a aussi es-



timé que sa participation à une corruption qui s'est révélée endémique au sein des fédérations latino-américaines «ne ressemblait pas» à cet homme, qui avait mené une vie dédiée au service public.

Elle a limité sa peine au terme de la sentence, où il fut arrêté début décembre 2015, avant d'être extradé et incarcéré aux Etats-Unis, puis assigné à résidence. Hawit peut donc rentrer au Honduras, a-t-elle expliqué, même s'il

sera formellement encore en liberté surveillée pendant deux ans, avec obligation de répondre à toute demande de la justice américaine et interdiction d'exercer toute fonction liée au football. Vu la pandémie et l'annulation des vols commerciaux, son avocat a indiqué qu'il espérait pouvoir prendre un des vols de rapatriement organisés par le consulat du Honduras pour ses ressortissants.

Quelque 45 personnes physiques et morales ont été inculpées par la justice

américaine dans le «Fifagate», pour la plupart des Sud-Américains. Beaucoup des accusés avaient plaidé coupable avant le procès new-yorkais de trois responsables sud-américains, fin 2017, qui clamaient leur innocence. Les audiences avaient exposé les millions de dollars de pots-de-vin versés par des sociétés de marketing sportif aux responsables du football d'Amérique latine, en échange des droits de retransmission télé et de promotion de tournois du continent.

FRANCE

Le défenseur Layvin Kurzawa prolonge au PSG jusqu'en 2024

Le latéral gauche international français Layvin Kurzawa a prolongé de quatre ans son contrat avec le Paris Saint-Germain, soit jusqu'en 2024, a annoncé lundi le club champion de France en titre.

La question de son renouvellement était sur la table depuis un bon moment déjà, car son ancien bail devait expirer mardi, lui qui a débarqué dans la capitale en 2015 en provenance de l'AS Monaco.

Cette signature permet à l'équipe entraînée par l'Allemand Thomas Tuchel de garder une ossature en défense, un secteur en reconstruction

avec les départs de Thiago Silva (fin août), Tanguy Kouassi et Thomas Meunier.

C'est aussi un atout supplémentaire en vue du tournoi final à huit («Final 8») de Ligue des champions que le PSG disputera à Lisbonne (12-23 août). «Des échéances importantes vont arriver : les 2 coupes nationales (les 24 et 31 juillet, ndlr) et la Ligue des champions. Nous avons de quoi écrire l'histoire du club cette année.

C'est une occasion à saisir, on va tout faire pour aller le plus loin possible et relever ces défis qui nous sont chers», a écrit le défenseur sur

son compte Instagram, pour annoncer sa prolongation. Kurzawa (27 ans) a disputé 24 matchs la saison dernière (1 but), en étant principalement le doublure de l'Espagnol Juan Bernat dans le couloir gauche.

S'il a été question d'un départ lors du dernier mercato d'hiver, le défenseur aux 13 sélections avec les «Bleus» a réussi à convaincre le club de le conserver. «Layvin a fait une saison très forte, très fiable. Si on a la possibilité d'avoir Layvin et Juan (au poste de latéral gauche), nous sommes très forts sur ce poste-là», a assuré Tuchel.

Le Bosnien Miralem Pjanic rejoint le Barça pour 60 millions d'euros

Le milieu de terrain international bosnien de la Juventus Turin, Miralem Pjanic, a officiellement rejoint le FC Barcelone contre un chèque de 60 millions d'euros, a annoncé lundi le club catalan, quelques minutes

seulement après avoir officialisé, dans le sens inverse, le transfert de son milieu brésilien, Arthur.

Une transaction dans laquelle le Barça sort financièrement vainqueur, car le Brésilien a été vendu pour 72 millions d'euros,

plus 10 de bonus. Quoique, âgé de seulement 23 ans, Arthur offre plus de promesses d'avenir que Pjanic, qui lui a déjà atteint les 30 ans, et qui a signé pour quatre saisons.

Il s'agit de l'une des

principales transactions en cette fin de saison, marquée par la crise due au coronavirus, après l'activation de l'option d'achat de l'Argentin Mauro Icardi au Paris Saint-Germain et l'arrivée de l'Allemand Timo Werner à Chelsea.

L'Allemagne prolonge son mercato jusqu'au 5 octobre

La Fédération allemande de football (DFB), tenant compte des effets de la pandémie du nouveau coronavirus sur le calendrier, a annoncé lundi avoir décidé de prolonger la période des transferts d'être jusqu'au 5 octobre. Le mercato sera ouvert un seul jour le 1^{er} juillet, puis de nouveau du 15 juillet jusqu'au 5 octobre, a annoncé la DFB, dont la décision a été prise en accord avec la

Ligue allemande (DFL) et la Fifa, qui a recommandé aux Fédérations cet élargissement de la fenêtre de transferts. Le marché sera donc clos la veille de la date limite d'enregistrement des joueurs pour la Ligue des champions, le 6 octobre.

La journée du 1^{er} juillet servira essentiellement à enregistrer les transferts déjà annoncés. Cependant, les joueurs concernés ne pourront

évoluer sous les couleurs de leur nouveau club qu'à partir de la saison 2020-2021. Pour ce qui est de la deuxième phase, jusqu'en octobre, elle est cohérente avec les bouleversements dus à la pandémie de Covid-19 : des championnats européens qui se finiront en juillet, ou qui ne reprendront que tardivement, comme la Bundesliga, dont le redémarrage est prévu mi-septembre.

Pirlo de retour à la Juventus ?

En fin de contrat en 2021 à Manchester City, Leroy Sané n'a pas caché qu'il aimerait bien faire son retour en Bundesliga, et plus précisément au Bayern Munich. Des négociations seraient même en cours entre Manchester City et la formation bavaroise, pour l'ailier international allemand. Des négociations visiblement compliquées compte tenu des exigences de City. Selon Footmercato, Kingsley Coman pourrait toutefois permettre de débloquer la situation. En effet, le média avance que l'entraîneur des Citizens, Pep Guardiola, serait très intéressé par le profil de l'international français - un joueur que le technicien catalan connaît bien pour l'avoir eu sous ses ordres au Bayern.



MANCHESTER CITY AUSSI SUR JACK GREALISH

Après City, United se serait positionné pour mettre la main sur le brillant milieu de terrain d'Aston Villa, Jack Grealish. Manchester United n'est pas le seul grand club anglais à viser Jack Grealish. Ça serait aussi le cas du club voisin de City, d'après ce que rapporte The Telegraph ce lundi. Les Eastlands songent à Grealish afin de pallier le très probable départ de Leroy Sané. L'international allemand est fortement pressenti pour renforcer les rangs du Bayern Munich cet été.

Agé de 24 ans, Grealish a encore un contrat jusqu'en 2023 avec les Villans. Le club de Birmingham espère récupérer au moins 80M€ pour ses services. Cette saison, Grealish a inscrit 7 buts en 26 rencontres de Premier League. Son brillant rendement n'empêche pas Villa de figurer en position de reléguable à six journées de la fin.

POGBA BIENTÔT PROLONGÉ ?

Désormais parfaitement remis de sa blessure à la cheville, le milieu de terrain Paul Pogba (27 ans, 9 matchs en Premier League cette saison) réalise de belles performances pour son retour sur les terrains avec Manchester United. A tel point qu'un transfert cet été, un temps envisagé par sa direction, n'est plus à l'ordre du jour.

"Solskjaer ne veut pas lâcher Pogba. Il aime sa relation technique avec Bruno Fernandes, arrivé cet hiver. A l'heure actuelle, le seul élément qui permettrait un transfert serait qu'un club intéressé par le Français propose un joueur qui intéresse MU dans le deal", confie une source proche du club mancunien à L'Equipe. Quid de la situation contractuelle du champion du monde français, que l'on annonce libre dans un an ? Ce n'est pas vraiment le cas puisque Manchester United a glissé une année optionnelle dans le contrat de l'ancien Turinois. Si cette option est levée, comme l'aurait décidé le directeur général Ed Woodward, "La Pioche" sera alors liée à MU jusqu'en 2022. Ce qui change tout pour le club mancunien.

Weghorst pour succéder à Aubameyang ?

Les dirigeants d'Arsenal scrutent le marché des attaquants en prévision d'un possible départ de Pierre-Emerick Aubameyang. Et ce serait du côté de Wolfsburg que ces derniers auraient trouvé le profil idéal. Déjà convoité par Newcastle et Chelsea, Wout Weghorst serait également dans le viseur d'Arsenal selon le quotidien allemand, Bild. Ce dernier indique que le joueur néerlandais qui a inscrit 16 buts et délivré trois passes décisives, serait disponible pour un montant d'environ 35 millions d'euros. Pour le moment, la priorité des dirigeants des Gunners est de prolonger le contrat de Pierre-Emerick Aubameyang. Celui-ci court jusqu'en juin 2021 et des négociations seraient en cours entre les différentes parties. Si l'international gabonais venait à refuser une offre de prolongation, le club londonien serait contraint de s'en séparer dès cet été. Afin de ne pas le voir partir gratuitement dans un an.



Mercato PSG : visite médicale passée pour Kouassi au Bayern

Tanguy Kouassi, en fin de contrat expirant au PSG au 30 juin, a passé sa visite médicale à Munich ce mardi en vue de sa signature au Bayern. Le prometteur défenseur central de 18 ans, capable aussi de jouer milieu défensif, a été aperçu ce mardi à la sortie d'un hôpital de Munich où il aurait passé sa visite médicale durant près de deux heures selon Bild. Kouassi était d'ailleurs en tenue du club bavarois.

Des clubs turcs sur Claudio Bravo

Le portier chilien devrait quitter Manchester City lors du prochain mercato. Quatre ans après son arrivée en provenance du FC Barcelone, le gardien de but Claudio Bravo devrait quitter Manchester City. En fin de contrat, il ne sera pas prolongé par les Citizens. Agé de 37 ans, ce dernier serait à la recherche d'un dernier challenge en Europe. Selon les dernières informations du média Fanatik, deux clubs turcs seraient disposés à l'accueillir. Il s'agit de Galatasaray et Besiktas. Les formations turques seraient prêtes à lui offrir un contrat d'un an. En Angleterre, Arsenal aimerait le recruter en tant que doublure.



LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS

Reconduction du confinement partiel dans 29 wilayas, durcissement des mesures de protection

Le dispositif actuel de réaménagement du confinement à domicile, qui prévoit la levée de cette mesure prise dans le cadre de la lutte contre le coronavirus, pour 19 wilayas et son instauration de 20h00 au lendemain 05h00 pour les 29 autres, a été reconduit jusqu'au 13 juillet prochain avec un durcissement des mesures de protection contre la propagation de la pandémie, indique lundi un communiqué des services du Premier ministre dont voici le texte intégral :

"Après consultation du comité scientifique et de l'autorité sanitaire et revue de la situation épidémiologique qui fait ressortir une recrudescence de la vitesse de propagation de l'épidémie, durant les deux dernières semaines dans certaines wilayas du pays et après accord de Monsieur le Président de la République, le Premier Ministre a arrêté une série de dispositions visant à renforcer la démarche progressive et flexible adoptée, adossée à un meilleur ciblage des mesures restrictives préconisées dans la gestion de l'urgence sanitaire liée au Covid-19.

Cette approche est appelée à s'appuyer avant tout sur l'échelon local à travers son implication plus forte dans le processus d'évaluation et de prise de décision en matière de mesures de confinement ciblé et de suspension temporaire des activités qui ne respectent pas les protocoles sanitaires, devenant ainsi des vecteurs accélérateurs de la propagation du virus.

Ainsi, il est décidé de ce qui suit : 1- La reconduction jusqu'au 13 juillet 2020 du dispositif actuel de réaménagement du confinement à domicile prévu par le décret exécutif n 20-159 du 13 juin 2020, qui prévoit la levée du confinement à domicile pour dix neuf (19) wilaya et l'instauration d'un confinement à domicile de 20h00 au lendemain 05h00 du matin pour 29 autres wilayas, à savoir : Boumerdes, Souk Ahras, Tissemsilt, Djelfa, Mascara, Oum El Bouaghi, Batna, Bouira, Relizane, Biskra, Khenchela, M'sila, Chlef, Sidi Bel Abbas, Médéa, Blida, Bordj Bou Arreridj, Tipaza, Ouargla, Bechar, Alger, Constantine, Oran, Sétif, Annaba, Bejaïa, Adrar, Laghouat et El Oued. Toutefois, Mesdames et Messieurs les Walis doivent, lorsque la situation sanitaire l'exige et après avis des hautes autorités du pays, procéder au confinement partiel ou total ciblé d'une ou de plusieurs localités, communes ou quartiers connaissant des foyers ou des clusters de contamination.

Il est fait obligation à ux walis, chefs de daïra, présidents d'APC de décider de mesures supplémentaires applicables localement, en fonction de la situation sanitaire de la wilaya et d'entamer



les visites régulières et permanentes des centres hospitaliers pour examiner la situation exacte dans lesquels ils se trouvent et rendre compte quotidiennement aux autorités sanitaires. Toute défaillance qui n'est pas signalée entraînera des sanctions à l'égard des responsables de ce dysfonctionnement. 2- La suspension, pour une durée de 15 jours dans les wilayas qui connaissent une circulation active du virus, des activités suivantes :

- les marchés et souks hebdomadaires
- les marchés à bestiaux
- les centres commerciaux et les lieux de concentration de commerces.

3- Les autorités locales et les services de sécurité ont été instruits à l'effet d'appliquer, avec toute la rigueur et la fermeté nécessaires, les sanctions prévues par la loi et les règlements en vigueur y compris la verbalisation, la mise en fourrière et la formalisation des procédures judiciaires appropriées, à l'encontre de tout contrevenant aux mesures de prévention sanitaire. Les services du ministère du Commerce sont dans l'obligation de procéder à des actions de contrôle au niveau de certains commerces de quartiers et de marchés, accompagnés de la force publique, pour la fermeture immédiate du commerce, le retrait du registre de commerce ainsi qu'une sanction pécuniaire et dissuader tout comportement contraire aux lois et règlements en vigueur.

Il s'agit d'exiger des commerçants le respect des protocoles de prévention sanitaire, notamment l'obligation du port de masque et la distanciation physique pour toute personne qui accède à l'espace commercial.

Il s'agira également de veiller

particulièrement à :

- L'interdiction formelle de tout type de rassemblement et de regroupement familial, notamment la célébration de mariages et de circonsion, qui constituent actuellement des facteurs aggravants de la propagation de la pandémie. - La verbalisation systématique de tout contrevenant à la mesure du port obligatoire du masque et le respect des horaires de confinement.

- La réinstauration de l'obligation du port obligatoire du masque dans les véhicules particuliers, que ce soit pour le conducteur ou les autres passagers.

4- Le renforcement de la surveillance épidémiologique par la conduite d'enquêtes approfondies notamment à l'endroit des cas contacts, à l'effet de casser la chaîne de propagation des contaminations. Dans ce cadre, les moyens humains et matériels nécessaires pour la conduite de ces enquêtes seront dégagés à travers la mise la distanciation physique. Le seul objectif pour les pouvoirs publics et la population, reste la lutte pour vaincre cette pandémie et protéger les vies des Algériennes et des Algériens.

La surveillance quotidienne de la capacité de nos infrastructures hospitalières à faire face aux flux liés à la pandémie, fera l'objet d'un suivi sur la base des enquêtes épidémiologiques.

Cette nouvelle étape dans la gestion de la crise sanitaire que connaît notre pays, repose d'abord sur la conscience et le sens de responsabilité des citoyens, qui doivent prendre leur responsabilité et faire preuve d'une attitude exemplaire et solidaire, et appliquer les mesures préconisées pour sauver les vies humaines".

DEUX MILITAIRES TOMBÉS EN MARTYRS À MÉDÉA Le Porte-parole du gouvernement adresse ses condoléances aux familles

Le ministre de la Communication, Porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer a adressé lundi ses sincères condoléances aux familles des deux militaires tombés en martyrs, samedi dernier, suite à l'explosion d'une bombe artisanale dans la wilaya de Médéa. "C'est avec une grande affliction que j'ai appris la nouvelle du décès des deux martyrs, le capitaine, Fateh Bensmail et le Caporal-chef, Zakaria Khaldi, tombés en martyrs, suite à l'explosion d'une bombe de fabrication artisanale, lors d'une opération de fouille et de ratissage à Ain Dalia dans la wilaya de Médéa", a écrit M. Belhimer sur la page Facebook officielle du ministère. "En cette douloureuse circonstance, le ministre de la Communication adresse ses sincères condoléances aux familles des deux martyrs ainsi qu'à l'Armée nationale populaire (ANP), priant Allah le Tout-puissant d'accueillir les défunts en Son vaste paradis, parmi les martyrs et les Saints. A Dieu nous appartenons et c'est à Lui que nous retournerons", lit-t-on dans le message.

INDUSTRIE-EXPORTATION Usine de production de pneus à Sétif : première opération d'exportation vers les USA



L'entreprise "Iris" de fabrication de pneumatiques à Sétif a entamé lundi sa première opération d'exportation vers les Etats-Unis d'Amérique, a fait savoir lundi sa directrice de la communication et de l'information, Mériem Bouzeboudj.

"Premier fabricant de pneumatiques en Algérie et troisième en Afrique, l'entreprise privée Iris a réussi une année après son entrée en activité à pénétrer sur le marché américain", a indiqué à l'APS Mme Bouzeboudj, relevant que le pneu Iris a rencontré "un succès éclatant" sur les plans national et international lui "permettant de s'exporter vers plusieurs pays".

Seulement six mois après le début des opérations d'exportations, les pneus Iris sont pré-

sents sur les marchés de 10 pays, jusqu'au marché américain, réputé pour sa rigueur, sa compétitivité et son exigence des normes de qualité et de sécurité", a-t-elle souligné.

L'accès à ces marchés internationaux a été le résultat du choix de l'usine à recourir à des organismes internationaux renommés pour ce qui est des opérations de test, d'homologation et de certification, a ajouté Mme Bouzeboudj.

L'exportation vers les USA a été un des résultats de la participation l'année passée de la marque Iris à une des plus importantes expositions américaines, à savoir "SEMA Show", tenue en novembre à Las Vegas, a ajouté la responsable, considérant que la dimension mon-

diale obtenue par un produit "made in Algeria" est en soi "une fierté". L'usine de fabrication de pneumatiques Iris, installée sur 5,5 hectares, a lancé en juillet 2019 la production des premiers pneus "made in Algeria" avec, dans une première phase, une capacité de production annuelle de 2 millions de pneus pour véhicules touristiques, commerciaux et semi lourds qui devra passer, dans une seconde phase, à 4,5 millions de pneus et inclure, lors de la troisième phase, la production de pneus pour poids-lourds à une cadence de 400.000 unités. Exploitant une technologie moderne, elle devrait générer 1.300 emplois au cours des 5 prochaines années, selon la même source.

APS

Reconduction au 13 juillet du dispositif actuel de réaménagement du confinement à domicile

Le dispositif actuel de réaménagement du confinement à domicile, qui prévoit la levée de cette mesure prise dans le cadre de la lutte contre le coronavirus, pour 19 wilayas et son instauration de 20h00 au lendemain 05h00 pour les 29 autres, a été reconduit jusqu'au 13 juillet prochain, indique lundi un communiqué des services du Premier ministre. Les 29 wilayas concernées par le confinement de 20h00 à 5h00 sont : Boumerdes, Souk Ahras, Tissemsilt, Djelfa, Mascara, Oum El Bouaghi, Batna, Bouira,

Relizane, Biskra, Khenchela, M'sila, Chlef, Sidi Bel Abbas, Médéa, Blida, Bordj Bou Arreridj, Tipaza, Ouargla, Bechar, Alger, Constantine, Oran, Sétif, Annaba, Bejaïa, Adrar, Laghouat et El-Oued, précise la même source. Toutefois, les walis "doivent, lorsque la situation sanitaire l'exige et après avis des hautes autorités du pays, procéder au confinement partiel ou total ciblé d'une ou de plusieurs localités, communes ou quartiers connaissant des foyers ou des clusters de contamination", ajoute le communiqué.